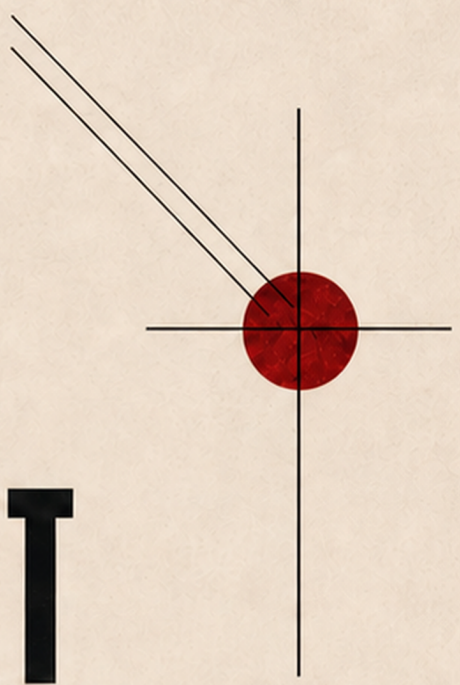




PETIT MANIFESTE ANTICAPITALISTE

Essai politique



Noosophie IA

sous la direction de Hieronymus Anonymus

Éditions Noosophie

PETIT MANIFESTE ANTICAPITALISTE

Essai politique

Noosophie IA

sous la direction de Hieronymus Anonymus

Éditions Noosophie

Informations éditoriales

Titre : Petit manifeste anticapitaliste

Sous-titre : Essai politique

Auteur : Noosophie IA

Direction : Hieronymus Anonymus

Éditeur : Éditions Noosophie

Entité éditrice actuelle : Association Noosophie

Localisation publique : Roumagne, Lot-et-Garonne, France

Site : noosophie.fr

Édition : v4.2 - édition numérique finale

Date de publication : 7 septembre 2026

Formats de publication : PDF / EPUB ; sources : DOCX / ODT

ISBN : non attribué à ce jour

Prix : Gratuit

Licence : CC BY-NC-ND 4.0

Titulaire des droits / concédant : Hieronymus Anonymus (pseudonyme public ; identité civile non publiée)

© Hieronymus Anonymus

Contact : contact@noosophie.fr

Dépôt légal : septembre 2026

Cette édition est mise à disposition sous licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0). Elle peut être copiée et partagée sous sa forme inchangée, avec attribution, à des fins non commerciales. La diffusion d'une traduction, adaptation, version modifiée ou œuvre dérivée nécessite une autorisation préalable. Pour toute demande : contact@noosophie.fr.

Licence : <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Note sur la génération et la responsabilité éditoriale

Ce livre a été élaboré dans le cadre d'une collaboration entre Hieronymus Anonymus et Noosophe IA. Hieronymus Anonymus a initié le projet, fixé son objet et ses finalités, arbitré les orientations, relu, corrigé et validé le manuscrit final. Noosophe IA a contribué à la recherche documentaire, à la structuration, à la rédaction, à la comparaison des arguments, aux audits de cohérence et à l'édition. Le texte n'est donc ni une sortie brute d'un modèle ni un texte humain simplement corrigé par une IA : il résulte d'un processus itératif de génération, de critique, de vérification et de validation humaine. Les décisions de finalité, de validation et de publication demeurent humaines.

Sommaire

CHAPITRE 1 — Le capitalisme n'est pas simplement le marché.....	5
CHAPITRE 2 — Quand l'accumulation devient une contrainte sociale.....	12
CHAPITRE 3 — Nous travaillons pour vivre, mais l'économie vit aussi de notre travail.....	18
CHAPITRE 4 — Une société qui produit aussi ses consommateurs.....	24
CHAPITRE 5 — Le capital accumule aussi du pouvoir.....	30
CHAPITRE 6 — Pourquoi nous ne voulons pourtant pas abolir tout ce que le capitalisme a permis.....	35
CHAPITRE 7 — Sortir du capitalisme, vers quoi ?.....	40
CONCLUSION — La liberté après le capitalisme.....	46
Notes.....	49

CHAPITRE 1

Le capitalisme n'est pas simplement le marché

On peut être anticapitaliste et acheter du pain. On peut critiquer le capitalisme sans vouloir abolir la monnaie, le commerce, l'initiative individuelle ou la possibilité de créer une entreprise. Cette précision paraît élémentaire, mais elle est décisive. Une grande partie des débats sur le capitalisme commence par une confusion : on traite comme synonymes le marché, l'échange, la propriété, l'entreprise et le capitalisme. Dès lors, toute critique du capitalisme semble viser l'ensemble des mécanismes par lesquels des humains produisent, échangent, possèdent et organisent leur activité. L'anticapitalisme devient alors facile à caricaturer : il voudrait supprimer les boutiques, interdire les échanges, collectiviser les objets personnels et remettre toute décision économique à une administration centrale.

Ce manifeste part d'une autre définition. Le capitalisme est un ordre économique et social dans lequel une part décisive des moyens de production est contrôlée comme capital, c'est-à-dire comme richesse engagée dans un processus dont la reproduction et l'accroissement constituent une finalité structurante. Il ne suffit donc pas qu'il existe des marchés pour qu'il y ait capitalisme. Il faut encore que la propriété productive, le salariat, l'investissement, le profit, la concurrence et l'accumulation s'articulent de manière suffisamment dominante pour orienter l'organisation de la production et distribuer une part importante du pouvoir économique.

Le problème n'est pas que des échanges existent. Le problème commence lorsque l'accumulation du capital acquiert le pouvoir d'organiser durablement les conditions de l'échange, du travail et de la production.

Un marché n'est pas encore le capitalisme

Des marchés ont existé dans de nombreuses sociétés qui n'étaient pas capitalistes au sens moderne. Des paysans, des artisans, des marchands ou des villes pouvaient échanger des biens, utiliser de la monnaie, pratiquer le crédit et rechercher un avantage commercial sans que l'ensemble de la société soit organisé autour de l'accumulation privée du capital productif. L'existence d'un prix ne nous dit donc pas encore qui possède l'atelier, la terre, la machine ou la plateforme ; qui décide de leur usage ; qui doit vendre sa force de travail ; qui reçoit le surplus ; ni selon quelle logique ce surplus sera réinvesti.

Le marché désigne d'abord un mécanisme de coordination par l'échange. Le capitalisme désigne une structure plus large de propriété, de pouvoir et de reproduction économique. Les deux se combinent souvent, mais ils ne se confondent pas. Il est même possible d'imaginer des marchés composés principalement de travailleurs indépendants, de coopératives, de petites propriétés d'usage ou d'entreprises publiques. À l'inverse, une économie fortement capitaliste peut comporter de vastes organisations internes qui ne fonctionnent pas elles-mêmes comme des marchés : à l'intérieur d'une grande entreprise, une part considérable des ressources est allouée par décisions, budgets, procédures et hiérarchies.

Cette distinction a une conséquence politique importante. Si l'on identifie le capitalisme au marché, toute alternative semble devoir choisir entre deux blocs : le marché ou le plan, l'entreprise privée ou l'État, la liberté ou la bureaucratie. Ce faux choix ferme le débat avant même qu'il commence. Une société peut combiner des marchés, des services publics, des coopératives, des communs, des entreprises privées de petite taille, des monopoles publics dans certains secteurs, des règles écologiques contraignantes et différentes formes de propriété collective. La véritable question n'est pas : marché ou absence de marché ? Elle est : quels mécanismes doivent gouverner quels domaines, avec quels droits, quelles limites et quels contre-pouvoirs ?

Posséder une chose n'est pas posséder le pouvoir qu'elle donne

La seconde confusion concerne la propriété. Critiquer la propriété capitaliste ne signifie pas nécessairement contester le droit d'avoir un logement, des vêtements, des outils, une voiture, un ordinateur, des économies ou des objets auxquels on tient. Il faut distinguer la propriété d'usage de la propriété qui confère un pouvoir durable sur l'activité d'autrui et sur des ressources productives essentielles.

Une guitare que j'utilise n'a pas la même fonction sociale qu'un portefeuille de milliers de logements loués. Un atelier dans lequel je travaille n'a pas la même fonction qu'une participation financière donnant droit à une part des profits d'une entreprise où d'autres travaillent. Un compte d'épargne n'a pas la même portée qu'un fonds capable d'acquérir des entreprises, d'imposer des restructurations et de déplacer des milliards d'un secteur à l'autre. Dans tous les cas, le droit parle de propriété ; mais la conséquence pratique n'est pas la même.

La question anticapitaliste ne porte donc pas principalement sur le fait qu'une personne puisse dire « ceci est à moi ». Elle porte sur le moment où la propriété devient un titre de commandement économique : droit de décider de l'usage d'un actif productif, droit d'en exclure d'autres, droit d'en prélever les revenus, droit de vendre ou fermer l'activité, droit de déterminer une stratégie qui affectera des salariés, des habitants ou un territoire. Plus cette propriété se concentre, plus elle concentre avec elle une capacité de décision.

Toute propriété n'est pas domination. Mais certaines formes de propriété distribuent un pouvoir sur la vie d'autrui, et ce pouvoir doit être politiquement interrogé.

Le capital n'est pas simplement de l'argent

L'argent devient capital lorsqu'il est engagé dans un processus destiné à revenir sous une forme accrue ou à maintenir une position économique productive. Acheter un repas n'est pas accumuler du capital. Acheter une machine pour produire des biens à vendre, financer une entreprise en échange d'un rendement attendu, acquérir un immeuble comme actif de revenu ou investir dans une infrastructure pour en tirer des flux futurs : voilà des usages où la richesse devient capital.

Le capital possède une particularité : il est à la fois une ressource et une relation de pouvoir. Il permet d'acheter des moyens de production, de financer du temps, d'attendre un retour futur, de supporter certaines pertes, d'acquérir des concurrents, de déplacer une activité et de choisir entre plusieurs projets. Celui qui dispose de capital dispose donc d'une capacité d'action que ne possède pas celui qui dépend uniquement de son prochain salaire.

Cette asymétrie ne signifie pas que tout détenteur de capital soit personnellement malveillant. Elle signifie qu'un système distribue des possibilités différentes selon la position occupée. Une petite entrepreneuse peut être sous pression de sa banque, de ses fournisseurs et de ses clients. Un salarié très qualifié peut négocier fortement. Les positions concrètes sont diverses. Mais cette diversité ne supprime pas la structure générale : le contrôle des actifs productifs ouvre des droits de décision qui ne découlent pas du simple fait de travailler dans l'activité concernée.

Le salariat : liberté juridique, dépendance matérielle

Le salariat moderne contient une conquête historique réelle. Le salarié n'est pas juridiquement la propriété de son employeur. Il peut, en principe, quitter son emploi, négocier un contrat, changer d'entreprise et disposer librement de son salaire. Comparé au servage, à l'esclavage ou à de nombreuses dépendances domestiques traditionnelles, ce statut constitue une transformation majeure. Un anticapitalisme sérieux ne doit pas effacer cette rupture.

Mais la liberté juridique ne suffit pas à décrire la relation matérielle. Pour la plupart des individus, l'accès au logement, à l'alimentation, à l'énergie et à une grande partie de la vie sociale dépend d'un revenu régulier. Celui qui ne possède pas suffisamment de ressources doit donc vendre sa capacité de travailler à une organisation qui contrôle les moyens de production. Il peut choisir entre plusieurs employeurs lorsque le marché du travail le permet, mais il ne peut pas toujours choisir de ne pas être employé.

C'est ici que la critique structurelle diffère d'une accusation morale contre un patron particulier. Le problème n'est pas nécessairement que l'employeur

cherche consciemment à dominer. Le problème est que l'un possède ou contrôle l'organisation productive tandis que l'autre dépend de l'accès à cette organisation pour obtenir son revenu. Leur contrat peut être légal et volontaire tout en reposant sur des capacités de refus très inégales.

La liberté d'un contrat dépend aussi des alternatives disponibles. Refuser un emploi lorsque l'on dispose d'épargne, d'un logement stable, de protections sociales et de compétences rares n'a pas le même coût que refuser lorsque l'on risque immédiatement de ne plus payer son loyer. Deux signatures identiques peuvent donc cacher des puissances de négociation très différentes.

Le profit n'est pas seulement un vice individuel

Une critique superficielle du capitalisme imagine souvent le profit comme la preuve d'une avidité personnelle. Cela rate l'essentiel. Dans une économie capitaliste concurrentielle, le profit remplit plusieurs fonctions : il rémunère certains risques, permet l'investissement, constitue une réserve face aux pertes, attire des capitaux et indique parfois qu'une activité répond à une demande solvable. Il peut aussi devenir revenu pour les propriétaires. Il n'est donc ni mystérieux ni nécessairement scandaleux en lui-même.

Le problème apparaît lorsqu'il devient le critère dominant de sélection des activités. Une activité indispensable mais peu rentable peut manquer de ressources ; une activité très rentable peut croître même si ses effets sociaux ou écologiques sont discutables ; une entreprise peut être conduite à réduire des coûts humains ou environnementaux pour défendre sa marge ; une invention utile peut rester inaccessible si son modèle économique exige une rentabilité élevée.

Le marché ne demande pas d'abord : de quoi avons-nous collectivement le plus besoin ? Il demande : pour quoi existe-t-il une demande solvable, à quel prix, avec quel coût et quel rendement ? Ces questions sont utiles, mais elles ne recouvrent pas toutes les valeurs d'une société. Une personne très pauvre peut avoir un besoin immense et une faible demande solvable. Une clientèle aisée peut représenter un marché rentable pour un besoin secondaire. Le profit mesure une relation économique ; il ne mesure ni la nécessité, ni la justice, ni l'importance humaine.

Le profit peut être une information. Il devient un problème politique lorsqu'on le traite comme une mesure générale de la valeur sociale.

La concurrence transforme des préférences en contraintes

Supposons maintenant un dirigeant sincèrement préoccupé par les conditions de travail, l'environnement et la qualité de ses produits. Rien ne l'empêche, en théorie, de renoncer à une partie de sa marge. Mais s'il supporte durablement des coûts que ses concurrents externalisent, s'il investit moins dans l'innovation, s'il vend plus cher sans disposer d'un marché capable de payer ce surcoût, il peut

perdre des clients, des capitaux ou sa capacité d'investissement. Ses préférences morales rencontrent alors une contrainte structurelle.

Cette observation ne prouve pas que toute entreprise est condamnée à mal agir. Elle montre seulement pourquoi expliquer le capitalisme par la psychologie des capitalistes est insuffisant. Les acteurs sont pris dans des règles du jeu. Une entreprise peut choisir certaines pratiques, mais elle doit également maintenir sa viabilité. Les marchés peuvent parfois récompenser des pratiques sociales ou écologiques lorsque les consommateurs les valorisent, mais cette correction dépend à son tour du pouvoir d'achat, de l'information disponible, de la concurrence et des règles publiques.

La concurrence produit ainsi un mécanisme paradoxal. Elle peut limiter certains abus en empêchant un producteur de fixer arbitrairement ses prix. Elle peut stimuler l'innovation. Mais elle peut aussi rendre collectivement rationnelles des conduites que presque personne ne souhaite isolément : accélérer les rythmes, réduire les coûts, exploiter plus vite une ressource ou investir dans la publicité parce que le concurrent le fera.

C'est pourquoi certaines questions ne peuvent pas être abandonnées à la seule vertu individuelle. Lorsque nous voulons que tous les producteurs respectent une limite commune — durée du travail, sécurité, pollution, droit social, qualité minimale — nous transformons une préférence morale individuelle en règle collective. Nous retirons alors cette dimension du champ de la concurrence. Une entreprise n'a plus à choisir entre respecter une norme coûteuse et survivre face à ceux qui ne la respectent pas : la norme change les conditions communes du jeu.

De l'entreprise à l'accumulation

Une entreprise n'est pas nécessairement capitaliste dans toutes ses formes. Un travailleur indépendant peut posséder son outil de travail. Une coopérative peut appartenir à ses travailleurs. Une association peut employer des salariés sans avoir pour finalité l'enrichissement d'investisseurs. Une entreprise publique peut vendre des biens sur un marché. Ce qui nous intéresse ici est la combinaison particulière dans laquelle des actifs sont possédés comme capital et où leur contrôle donne droit à un rendement, à une accumulation et à une influence sur les décisions productives.

L'accumulation change progressivement l'échelle du problème. Le profit n'est plus seulement consommé ; il peut être réinvesti. Le capital supplémentaire permet d'acquérir davantage d'actifs, de financer des technologies, de supporter des périodes de perte, d'absorber des concurrents et d'augmenter encore la capacité d'accumulation. Ce mouvement n'est ni automatique ni infini : des entreprises échouent, des fortunes disparaissent, des innovations déplacent les positions établies. Mais il existe une dynamique cumulative réelle : posséder des actifs peut faciliter l'acquisition de nouveaux actifs.

La question politique devient alors celle de la concentration. Jusqu'à quel point une société accepte-t-elle qu'un droit initialement économique — posséder et investir — devienne progressivement un pouvoir de décider de

l'organisation du travail, de l'usage des territoires, des technologies développées, de l'information distribuée ou des infrastructures dont dépendent des millions de personnes ? À partir d'un certain niveau, le problème n'est plus seulement l'inégalité de consommation. Il est l'inégalité de puissance.

Pourquoi cette distinction change l'anticapitalisme

Si le capitalisme était simplement le marché, le dépasser signifierait supprimer les marchés. Si le capitalisme était simplement la propriété, le dépasser signifierait supprimer la propriété. Si le capitalisme était simplement le profit, le dépasser signifierait interdire tout excédent. Si le capitalisme était simplement l'entreprise, le dépasser signifierait administrer directement toute production. Ces conclusions ne sont pas nécessaires.

Une critique plus précise permet une ambition plus exigeante : distinguer les mécanismes utiles des rapports de pouvoir qu'ils peuvent porter. Les prix peuvent fournir de l'information sans devenir la seule mesure de la valeur. L'initiative individuelle peut exister sans que l'accumulation privée soit illimitée. Des entreprises peuvent exister sans que leurs travailleurs soient exclus de toutes les décisions. La propriété d'usage peut être protégée tandis que la concentration de propriété productive est limitée. Certains marchés peuvent subsister tandis que d'autres domaines sont organisés comme services publics ou communs.

Cela déplace également la question morale. Il ne s'agit plus de chercher une classe de personnes intrinsèquement mauvaises. Un propriétaire peut être généreux ; un salarié peut exploiter plus faible que lui ; une administration publique peut humilier ; une coopérative peut reproduire des hiérarchies. La structure ne dispense jamais les individus de responsabilité, mais la vertu des individus ne remplace pas non plus la qualité des institutions.

L'anticapitalisme n'a pas besoin de croire que les capitalistes sont mauvais. Il lui suffit de demander pourquoi la possession du capital devrait donner un pouvoir aussi considérable sur la production et sur ceux qui y participent.

Le nœud politique

Nous pouvons maintenant formuler le nœud qui guidera le reste de ce manifeste. Une société moderne doit permettre l'initiative, l'expérimentation, la coordination, l'investissement et une certaine liberté d'échange. Elle doit aussi éviter que les conditions matérielles de cette liberté ne deviennent le moyen par lequel quelques acteurs acquièrent une puissance durable sur les autres.

La question n'est donc pas de choisir abstraitement entre liberté et égalité. Elle est de comprendre quelles formes de propriété, de marché et d'entreprise rendent certaines libertés possibles, lesquelles en détruisent d'autres, et comment distribuer les capacités de décision pour que la liberté ne soit pas seulement le droit formel de contracter dans un monde où les possibilités de refus sont radicalement inégales.

Le chapitre suivant partira de cette distinction pour examiner le mouvement propre du capital : pourquoi la recherche de rendement, la concurrence et le réinvestissement tendent à faire de l'accumulation une contrainte sociale, même lorsqu'aucun acteur individuel n'a décidé que la société entière devait toujours produire davantage.

CHAPITRE 2

Quand l'accumulation devient une contrainte sociale

Ce que nous appelons accumulation

Le capital ne se contente pas d'exister sous la forme d'un patrimoine dormant. Il devient capital au sens économique fort lorsqu'il est engagé dans un processus qui vise sa reproduction : une somme est investie, transformée en moyens de production, en salaires, en équipements, en marchandises ou en services, puis elle revient sous une forme augmentée ou suffisamment rentable pour permettre la poursuite du cycle. L'accumulation désigne ce mouvement par lequel une part du surplus obtenu n'est pas seulement consommée, mais réinvestie afin de produire à nouveau.

Cette dynamique n'est pas une anomalie extérieure au capitalisme. Elle constitue l'un de ses moteurs. Une entreprise qui réalise un profit peut en distribuer une partie, en conserver une autre, moderniser son outil de production, ouvrir un nouveau marché, améliorer sa logistique, acheter un concurrent, financer de la recherche ou simplement constituer des réserves. Dans tous ces cas, le capital cherche à maintenir ou à renforcer sa capacité future à produire du revenu.

Il serait pourtant trop simple d'en conclure que chaque entreprise cherche nécessairement une expansion infinie. Certaines restent petites pendant des décennies. Certaines privilégient la stabilité. Certaines disparaissent. Certaines acceptent de réduire leur activité. Le problème ne réside donc pas dans une loi physique selon laquelle toute entreprise devrait croître sans fin. Il réside dans la structure générale des incitations : dans un environnement concurrentiel, la stagnation volontaire peut devenir une fragilité lorsqu'un rival investit davantage, réduit ses coûts, améliore son produit, contrôle une technologie, sécurise un réseau de distribution ou acquiert une taille qui lui permet d'imposer ses conditions.

La concurrence transforme une possibilité en pression

La concurrence est souvent présentée comme une discipline bénéfique : elle empêche un producteur de fixer seul ses prix, l'oblige à tenir compte du consommateur, stimule l'innovation et limite certaines rentes. Cette fonction existe réellement. Il serait faux de réduire la concurrence à une pure violence économique.¹

Mais la même concurrence qui empêche l'immobilisme peut aussi transformer l'accumulation en nécessité pratique. Une entreprise n'a pas besoin

d'être dirigée par des individus particulièrement avides pour chercher à augmenter sa productivité. Il suffit que ses concurrents le fassent. Si les autres automatisent, négocient des prix plus bas, déplacent une partie de leur production, exploitent mieux les données, réduisent leurs délais ou développent un produit plus attractif, l'entreprise qui refuse toute adaptation peut perdre des parts de marché, voir sa marge diminuer et finir par disparaître.

La contrainte est alors structurelle avant d'être morale. Celui qui dirige l'entreprise peut souhaiter de meilleurs salaires, davantage de temps, moins de pression et des fournisseurs mieux payés. Mais si ces choix augmentent fortement ses coûts dans un secteur où les prix sont serrés, il devra soit réduire sa marge, soit augmenter ses prix, soit convaincre les clients de payer davantage, soit accepter de perdre du terrain. Cette difficulté n'excuse pas tous les choix patronaux. Elle montre seulement que la critique du capitalisme devient plus forte lorsqu'elle cesse de supposer que tout vient de la méchanceté individuelle.

Un système est d'autant plus puissant qu'il peut obtenir certaines conduites de personnes qui n'adhèrent pas entièrement à sa logique. La contrainte capitaliste ne dit pas toujours : "Sois cupide." Elle dit souvent : "Si tu ne fais pas ce que les autres font pour rester compétitifs, tu risques de sortir du jeu."

La productivité et son double visage

L'augmentation de la productivité est l'une des grandes forces historiques du capitalisme. Produire davantage avec moins de travail, moins de matières ou des techniques plus efficaces peut libérer du temps, réduire le prix de certains biens, rendre accessibles des objets autrefois rares et permettre des améliorations considérables des conditions matérielles.

Mais la productivité n'a pas de finalité sociale inscrite en elle-même. Gagner deux heures de travail sur une tâche ne dit pas ce que nous devons faire des deux heures libérées. Elles peuvent devenir du temps libre. Elles peuvent réduire le prix du produit. Elles peuvent augmenter les salaires. Elles peuvent augmenter la marge. Elles peuvent être absorbées par une augmentation des volumes. Elles peuvent permettre de supprimer des emplois tout en intensifiant le travail restant. La technique ouvre une possibilité ; le rapport de pouvoir et les institutions décident en grande partie de son usage.

C'est ici que l'accumulation apparaît comme une contrainte sociale. Lorsque les gains de productivité sont principalement réinjectés dans une nouvelle course à la production, la société devient plus efficace sans nécessairement devenir plus libre. Nous travaillons plus vite, communiquons plus vite, livrons plus vite, produisons davantage et renouvelons plus rapidement les objets, mais la promesse d'un temps enfin libéré recule à mesure que l'efficacité augmente.ⁱⁱⁱ

Le problème n'est donc pas la productivité en elle-même. Une société anticapitaliste raisonnable aurait elle aussi intérêt à économiser le travail pénible, les ressources rares et l'énergie. La question est de savoir qui décide de l'affectation du gain. Si chaque amélioration doit d'abord renforcer la capacité concurrentielle et financière de l'organisation qui la réalise, alors le progrès

technique reste subordonné à la reproduction du capital avant de devenir une décision collective sur le temps, les besoins et les limites.

L'expansion des marchés

Lorsque les capacités de production augmentent, il faut aussi trouver où écouler ce qui est produit. Cela peut passer par l'ouverture de nouveaux territoires, la création de nouveaux services, la transformation d'activités auparavant domestiques ou gratuites en prestations marchandes, l'intensification de la publicité, le développement du crédit ou l'invention de nouvelles manières de capter l'attention.

Là encore, il faut éviter une caricature. Tous les nouveaux marchés ne sont pas artificiels. De nombreux biens nouveaux répondent à de vrais besoins, à de nouveaux usages ou à des aspirations légitimes. L'internet, les médicaments, les transports, les outils de création ou les services de communication ont ouvert des possibilités que les générations précédentes ne pouvaient pas simplement "désirer" sous leur forme actuelle.

Mais une société d'accumulation possède une tendance particulière : ce qui n'était pas encore valorisable peut devenir une frontière économique. Le temps disponible, les données personnelles, l'attention, le sommeil, le loisir, la sociabilité, la mobilité, le soin, l'éducation, le logement ou même le lien avec soi peuvent progressivement être entourés d'offres, d'abonnements, de plateformes, de crédits et d'intermédiaires.

Le capitalisme ne marchandit pas nécessairement tout par intention consciente. Il crée plutôt un mouvement dans lequel toute activité susceptible de générer une demande solvable peut devenir un terrain d'investissement. La question politique n'est donc pas de supprimer toute marchandise, mais de décider ce qui doit rester ou redevenir partiellement soustrait à cette logique.

Pourquoi la croissance devient politiquement difficile à abandonner

À ce niveau, l'accumulation cesse d'être seulement une affaire d'entreprises. Elle devient une architecture institutionnelle. Les États dépendent de recettes fiscales. Les systèmes sociaux dépendent de cotisations. Les collectivités financent leurs infrastructures. Les entreprises remboursent leurs dettes. Les ménages remboursent les leurs. Les fonds de pension attendent des rendements. Les banques ont besoin de débiteurs solvables. Les gouvernements veulent éviter le chômage. De nombreuses promesses sociales sont donc plus faciles à tenir lorsque les revenus, les profits et l'activité augmentent.

Cette dépendance ne signifie pas qu'une économie sans croissance soit logiquement impossible. Elle signifie qu'une grande partie de nos institutions a été construite dans l'hypothèse d'un futur économiquement plus grand. Lorsque cette hypothèse disparaît, des conflits auparavant reportés deviennent visibles :

qui paiera les retraites ? comment financer les services publics ? comment absorber les dettes ? comment répartir les gains si la taille du gâteau n'augmente plus ? comment réduire le chômage sans compter sur l'expansion ?

La croissance fonctionne alors comme un lubrifiant politique. Elle permet parfois d'améliorer la situation des plus pauvres sans réduire immédiatement les revenus des plus riches. Elle permet de promettre davantage sans ouvrir directement le conflit sur la distribution. Dans une économie qui augmente, chacun peut espérer gagner quelque chose. Dans une économie stationnaire ou décroissante, la question de la répartition devient plus explicite.

C'est l'un des points les plus importants de la critique anticapitaliste : la croissance n'est pas seulement un objectif culturel ou un indicateur économique. Elle devient souvent une manière de différer le conflit démocratique sur la propriété, les revenus, le travail et les ressources.

La dette et l'anticipation du futur

L'endettement renforce cette orientation vers l'avenir. Une dette est une promesse : demain, un revenu devra permettre de rembourser ce qui a été avancé aujourd'hui. La dette peut être utile. Elle permet d'investir avant d'avoir accumulé toute l'épargne nécessaire, d'acheter un logement, de financer une infrastructure ou de traverser une période difficile. Une économie sans crédit serait profondément limitée.ⁱⁱ

Mais lorsque l'ensemble du système s'endette sur la base de revenus futurs attendus, l'avenir devient partiellement hypothéqué. Les entreprises doivent générer les flux nécessaires au service de leur dette. Les ménages doivent conserver un revenu. Les États doivent maintenir une base fiscale. Les investisseurs ont acheté des titres en anticipant des paiements futurs.

Plus ces engagements sont nombreux, plus la contraction économique devient douloureuse. Elle ne signifie pas simplement "produire un peu moins". Elle peut provoquer faillites, chômage, pertes de recettes, défauts, baisse de la valeur des actifs et crises bancaires. Cette fragilité contribue à faire de l'expansion une exigence politique, même lorsque les responsables savent que certaines formes de croissance aggravent d'autres problèmes.

Le système ne poursuit donc pas nécessairement la croissance parce que chacun croit philosophiquement à la croissance. Il la poursuit aussi parce qu'un ensemble de contrats, de patrimoines, de dettes et d'institutions a été organisé autour de l'idée que demain permettra de payer aujourd'hui.

Ce que l'accumulation concentre

L'accumulation ne produit pas seulement davantage de capital. Elle peut produire davantage de pouvoir. Celui qui accumule suffisamment peut investir plus vite, supporter plus longtemps une guerre des prix, racheter un concurrent, contrôler une technologie, imposer des standards, financer une campagne de

communication, accéder à de meilleurs conseils juridiques ou négocier plus durement avec ses fournisseurs.

Cette concentration n'est pas automatique dans tous les secteurs. De nouvelles entreprises apparaissent, des positions dominantes disparaissent, certaines technologies détruisent les rentes anciennes. Mais la capacité d'accumuler crée un avantage cumulatif : posséder du capital permet souvent d'obtenir des revenus qui augmentent la capacité future à posséder du capital.

Il faut alors distinguer richesse et pouvoir. Une personne peut être riche sans gouverner directement les autres. Mais lorsque la richesse prend la forme de propriété productive, de contrôle d'infrastructures, de plateformes, de logements, de médias ou d'actifs essentiels, elle devient aussi un moyen d'orienter les conditions dans lesquelles les autres vivent et travaillent.

Le prochain chapitre approfondira la question du travail. Pour l'instant, il suffit de voir que l'accumulation ne peut pas être évaluée uniquement comme une augmentation de biens privés. À partir d'un certain point, elle transforme la distribution des capacités de décision.

La contradiction que l'anticapitalisme doit accepter

Une critique sérieuse doit reconnaître ce qui rend l'accumulation attractive. Accumuler peut signifier préparer l'avenir, financer une innovation, résister à un choc, développer une activité, construire un outil plus efficace ou rendre possible un projet qui exige beaucoup de ressources avant de produire ses effets.

Il serait absurde de vouloir une société dans laquelle aucun surplus ne serait jamais mis de côté, aucun investissement ne serait réalisé et aucune organisation ne pourrait grandir. Le problème n'est pas l'existence de réserves, d'investissements ou de croissance locale. Il est le passage de ces moyens à un principe supérieur qui finit par organiser l'ensemble de la société.

Nous devons donc formuler la critique avec précision : l'anticapitalisme n'exige pas l'abolition de toute accumulation matérielle. Il conteste la domination sociale d'un régime dans lequel l'accumulation privée du capital devient l'un des principaux critères de survie des organisations et, par ricochet, l'une des contraintes majeures pesant sur le travail, la production, l'innovation et la politique.

Cette distinction est décisive parce qu'elle ouvre une question positive. Une société postcapitaliste devra encore investir. Elle devra encore prévoir. Elle devra encore choisir entre consommation présente et capacités futures. Mais elle pourra chercher à soumettre ces choix à des finalités explicitement débattues : besoins, autonomie, résilience, justice, santé, temps libre, limites écologiques et qualité du monde commun.

Conclusion — Ce n'est pas l'avidité, c'est une architecture

Le capitalisme devient difficile à contester lorsqu'on le réduit à une psychologie. Si le problème est seulement la cupidité, il suffirait d'avoir de meilleurs

dirigeants, de meilleurs actionnaires ou des consommateurs plus vertueux. Mais l'accumulation montre que les comportements sont aussi produits par des institutions, des contrats, des rapports de concurrence et des anticipations.

La force du système vient précisément de ce qu'il peut rendre rationnels, à l'échelle d'une entreprise, des comportements qui deviennent destructeurs à l'échelle collective. Réduire les coûts peut sauver une entreprise et fragiliser les travailleurs. Vendre davantage peut protéger l'emploi local et augmenter la pression écologique. Automatiser peut libérer du travail et concentrer les gains. Investir peut préparer l'avenir et renforcer une dépendance à l'expansion.

La question n'est donc pas : "Pourquoi personne n'arrête-t-il simplement cette course ?" La question est : "Quelles institutions permettraient de sortir de la course sans faire payer le prix de la sortie à ceux qui disposent du moins de pouvoir ?"

C'est à partir de là que la critique du travail devient nécessaire. Car derrière les abstractions de capital, de productivité et de croissance, il reste toujours des personnes qui doivent vivre, accepter ou refuser des conditions, supporter les risques et vendre une partie de leur temps. Le chapitre suivant partira de ce point concret : si le capital doit se reproduire, que devient celui qui dépend de son salaire pour vivre ?

CHAPITRE 3

Nous travaillons pour vivre, mais l'économie vit aussi de notre travail

Travailler n'est pas seulement avoir un emploi

Le mot travail mélange plusieurs réalités qui doivent être séparées si l'on veut éviter une critique confuse. Il peut désigner l'activité nécessaire à la vie : cultiver, cuisiner, réparer, nettoyer, soigner, apprendre, transmettre, créer, transporter, maintenir des infrastructures ou organiser une communauté. Il peut aussi désigner une relation sociale précise : vendre sa capacité de travailler pendant un temps donné en échange d'un salaire.

Une société qui sortirait du capitalisme ne sortirait pas du travail au sens large. Il faudra toujours entretenir les bâtiments, soigner les malades, éduquer les enfants, produire de l'énergie, réparer les réseaux, organiser les transports ou accomplir les tâches désagréables que personne n'idéaliserait. La vraie question n'est donc pas de savoir comment abolir toute activité pénible. Elle est de savoir qui décide du travail nécessaire, comment il est réparti, qui en contrôle les conditions et qui dispose du surplus qu'il rend possible.

Cette distinction protège contre deux simplifications. La première consiste à célébrer le travail comme une valeur morale en soi, comme si toute activité rémunérée était automatiquement digne ou émancipatrice. La seconde consiste à considérer tout travail comme une aliénation dont il faudrait se débarrasser. Or un même geste peut être vécu très différemment selon qu'il est choisi, imposé, reconnu, correctement rémunéré, effectué avec des marges de décision ou sous une surveillance constante.

Ce qui est en cause ici n'est donc pas l'effort humain. C'est la manière dont une société organise la nécessité de contribuer et répartit le pouvoir entre ceux qui doivent travailler et ceux qui contrôlent les moyens matériels de la production.

Le salariat : liberté juridique, dépendance matérielle

Dans le capitalisme contemporain, la majorité des personnes ne possède pas directement les moyens de produire de quoi vivre. Elle ne dispose ni de terres suffisantes, ni d'un patrimoine productif, ni d'infrastructures lui permettant d'assurer seule son existence. Elle dépend donc d'un revenu monétaire, et ce revenu provient le plus souvent d'un emploi.

Le salariat a pourtant constitué une forme d'émancipation relative par rapport à d'autres régimes de dépendance. Il peut donner un revenu personnel, permettre de quitter une famille, un maître, un village ou une communauté, et

donner la possibilité de changer d'employeur. Il serait historiquement et politiquement faux de décrire tout salariat comme une servitude identique à l'esclavage ou au servage.

Mais cette liberté reste asymétrique. Celui qui possède une réserve importante peut attendre, négocier, changer de projet ou refuser un revenu trop faible. Celui qui doit payer son loyer à la fin du mois dispose d'une capacité de refus plus limitée. Le contrat est juridiquement volontaire, mais la nécessité matérielle n'est pas distribuée également.

Cette asymétrie devient particulièrement visible lorsque le marché du travail se dégrade. Deux personnes peuvent théoriquement être libres de rompre un contrat ; si l'une perd une source de revenu indispensable tandis que l'autre remplace rapidement le salarié, les conséquences ne sont pas symétriques. La liberté juridique existe, mais le rapport de force économique transforme sa portée réelle.

La critique anticapitaliste gagne donc en précision lorsqu'elle cesse d'affirmer que le salarié ne choisit jamais. Il choisit, mais il choisit dans un espace de possibilités structuré par sa dépendance au revenu, son patrimoine, ses qualifications, l'état de l'emploi, ses responsabilités familiales et les protections collectives auxquelles il a accès.

L'entreprise est aussi un lieu de pouvoir

Une entreprise n'est pas seulement un contrat entre individus. C'est une organisation durable qui répartit des droits de décision. Dans la plupart des entreprises capitalistes, la propriété du capital donne directement ou indirectement le pouvoir de nommer la direction, laquelle organise ensuite le travail : horaires, objectifs, investissements, répartition des tâches, dispositifs de contrôle, localisation des activités, critères de performance et stratégie.

Les salariés ne sont pas sans droits. Ils peuvent disposer de représentants, se syndiquer, négocier collectivement, recourir au droit du travail ou quitter l'entreprise. Dans certains pays, ils participent même aux organes de gouvernance. Mais leur pouvoir reste généralement inférieur à celui qui dérive de la propriété.

Cette différence soulève une tension démocratique. Nous considérons comme problématique qu'une personne soit soumise politiquement à des règles qu'elle ne peut ni contester ni contribuer à modifier. Pourtant, des millions de personnes passent une part majeure de leur vie dans des organisations dont elles ne déterminent qu'une faible partie des finalités.

L'entreprise n'est évidemment pas un parlement. Une chaîne de production ne peut pas suspendre chaque décision quotidienne à un vote général. La coordination, la compétence et la délégation sont nécessaires. Mais déléguer n'implique pas que le pouvoir final doive nécessairement appartenir à ceux qui ont apporté le capital plutôt qu'à ceux qui supportent quotidiennement les conséquences des décisions.

La question pertinente n'est donc pas "faut-il voter sur tout ?". Elle est : quels pouvoirs doivent être réservés à la direction, quels pouvoirs doivent être partagés, et quels droits de contestation doivent appartenir à ceux dont le temps, la santé ou l'avenir sont engagés ?

Le surplus : ce que produit le travail collectif et qui en décide

Toute organisation productive doit payer des coûts : matières, énergie, machines, locaux, salaires, maintenance, impôts, crédit, assurances. Lorsque les recettes dépassent ces coûts, un surplus apparaît. Celui-ci peut être affecté de multiples manières : investissement, réserves, hausse des salaires, dividendes, réduction des prix, formation, sécurité, recherche ou réduction du temps de travail.

L'existence d'un surplus ne prouve pas automatiquement une exploitation au sens moral. Une organisation a besoin de réserves, d'investissements et de marges pour résister aux chocs. Le problème politique vient plutôt du droit de décider de l'affectation de ce surplus.

Dans l'entreprise capitaliste classique, ce droit est largement attaché à la propriété. Les travailleurs peuvent négocier une partie de la distribution par le salaire ou l'action collective, mais ils ne disposent généralement pas du même pouvoir sur les choix d'investissement, la distribution des dividendes ou la vente de l'entreprise.

Cette structure est souvent justifiée par le risque : l'actionnaire aurait droit au contrôle parce qu'il risque son capital. Cet argument n'est pas absurde. Le capital peut être perdu. Mais le salarié prend lui aussi des risques : perte d'emploi, usure physique, déclassement, dépendance à une compétence devenue inutile, déménagement ou exposition à des décisions qu'il ne contrôle pas.

Il ne s'agit donc pas de nier le risque financier. Il s'agit de refuser qu'il soit automatiquement considéré comme le seul risque donnant droit au pouvoir. Une entreprise est une coopération asymétrique de capitaux, de connaissances, de temps, de santé et de trajectoires humaines.

La productivité pose la question du temps

La hausse de la productivité signifie qu'une même quantité de biens ou de services peut être produite avec moins de travail, ou qu'une même quantité de travail peut produire davantage. Cette transformation devrait ouvrir une question politique immense : que faisons-nous du temps économisé ?

Il peut être converti en production supplémentaire, en hausse des salaires, en baisse des prix, en profit, en suppression d'emplois ou en réduction du temps de travail. Aucun de ces usages n'est contenu automatiquement dans la technologie.

C'est pourquoi le progrès technique ne produit pas mécaniquement de l'émancipation. Une technologie capable d'économiser deux heures de travail peut libérer deux heures de vie ou intensifier l'activité restante. Elle peut réduire la pénibilité ou transformer chaque minute en unité mesurable de performance.

Une politique du travail doit donc regarder moins la productivité elle-même que la distribution de ses gains. Si les gains sont systématiquement convertis en nouvelle croissance, les personnes deviennent plus efficaces sans nécessairement devenir plus libres.

L'une des revendications anticapitalistes les plus concrètes consiste alors à revendiquer une part du progrès technique sous forme de temps : journées plus courtes, semaines réduites, congés, formation, retraite ou temps choisi.

Le chômage comme rapport de force

Le chômage est d'abord une perte de revenu et souvent une souffrance sociale. Mais il agit aussi sur ceux qui ont encore un emploi. Lorsque le remplacement est facile et que les alternatives sont rares, la capacité de négociation des travailleurs diminue.

Cette fonction ne suppose aucun complot. Elle découle simplement du rapport entre offres d'emploi, besoins de revenu et possibilité de remplacement. Un employeur qui sait qu'une file de candidats peut occuper un poste possède davantage de marge pour imposer certaines conditions.

Inversement, lorsque l'emploi est abondant ou que les protections sociales sont solides, les travailleurs peuvent refuser plus facilement des horaires, des salaires ou des comportements abusifs. Le rapport de force change.

C'est pourquoi le niveau des prestations sociales, la durée d'indemnisation, l'accès à la formation et l'existence d'alternatives économiques ne sont pas des questions périphériques. Elles déterminent directement la liberté réelle dans le contrat de travail.

Une société qui veut rendre le travail plus libre doit donc réduire la menace existentielle associée au refus. Elle ne peut pas se contenter de proclamer que chacun est juridiquement libre de partir.

Le travail invisible soutient le travail visible^{iv}

L'économie salariée repose aussi sur une immense quantité d'activités qui ne sont pas rémunérées comme des emplois : soin des enfants, soutien aux proches, organisation domestique, préparation des repas, démarches, entretien de la santé, accompagnement scolaire ou soutien émotionnel.

Ces activités ne sont pas nécessairement capitalistes dans leur origine. Les hiérarchies familiales et de genre sont plus anciennes. Mais l'économie productive dépend matériellement de ce travail invisible : les salariés arrivent au travail nourris, reposés, socialisés et soutenus par des tâches qui n'apparaissent pas dans les comptes de l'entreprise.

La tentation pourrait alors être de tout rémunérer. Mais transformer chaque relation en prestation marchande serait paradoxal. Reconnaître ce travail ne signifie pas nécessairement lui attribuer un prix.

La vraie question est celle du partage : qui assume le temps nécessaire à la reproduction quotidienne de la vie, avec quelles ressources et quelles protections ?

Une société émancipatrice doit rendre ces coûts visibles sans transformer tous les liens humains en contrats.

Le travail peut aussi être une source d'autonomie

Une critique du salariat devient stérile si elle oublie que le travail peut apporter compétence, reconnaissance, autonomie financière, utilité, coopération et fierté. Beaucoup de personnes ne souhaitent pas seulement moins travailler ; elles souhaitent travailler autrement.

Certaines veulent créer, enseigner, réparer, soigner, cultiver ou construire. Le problème n'est pas l'existence d'un engagement dans une activité productive. Le problème apparaît lorsque les moyens d'agir sont contrôlés par des institutions sur lesquelles elles ont peu de prise.

Cette objection oblige l'anticapitalisme à se séparer du fantasme d'une société sans contrainte ni responsabilité. Même avec des garanties matérielles fortes, il faudra répartir des tâches désagréables, coordonner des organisations et accepter que toute coopération impose certaines obligations.

La bonne question n'est donc pas "comment éviter tout effort ?" mais "comment faire en sorte que ceux qui contribuent disposent d'un pouvoir réel sur les conditions, le sens et la répartition de cet effort ?"

Démocratiser sans bureaucratiser

La réponse la plus évidente au pouvoir patronal serait de transférer le contrôle à l'État. Mais cette solution ne garantit rien. Une administration publique peut reproduire des hiérarchies rigides, des décisions lointaines et des formes de discipline très fortes.

La démocratie économique doit donc être pluraliste. Certaines entreprises peuvent devenir coopératives. D'autres peuvent intégrer une cogestion forte. Les infrastructures essentielles peuvent relever du public ou du commun. Les petites activités peuvent rester privées. Les syndicats et les représentants du personnel peuvent disposer de droits renforcés.^{xiii}

Aucune forme juridique ne produit automatiquement l'émancipation. Une coopérative peut marginaliser une minorité. Une entreprise publique peut être autoritaire. Une petite entreprise peut dépendre entièrement de la personnalité de son propriétaire.

Le critère doit être concret : ceux qui supportent les conséquences d'une décision peuvent-ils la comprendre, la contester, participer à sa formation et, lorsque cela est nécessaire, remplacer ceux qui l'exercent ?

La démocratie économique n'est donc pas une formule institutionnelle unique. C'est une exigence de distribution et de réversibilité du pouvoir dans les organisations productives.

Conclusion — La liberté de refuser

Le marché du travail est souvent présenté comme la rencontre libre entre une offre et une demande. Cette description n'est pas fausse, mais elle devient insuffisante si elle ignore la distribution préalable des ressources.

La liberté économique ne se mesure pas uniquement au nombre de contrats qu'une personne peut signer. Elle se mesure aussi au nombre de contrats qu'elle peut refuser sans tomber dans la misère.

C'est pourquoi les droits sociaux, la protection contre le chômage, l'accès aux besoins essentiels, le pouvoir syndical, la réduction du temps de travail et la participation aux décisions ne sont pas des corrections extérieures à la liberté. Ils en sont des conditions matérielles.

Le travail restera une nécessité collective. Mais il n'est pas nécessaire que cette nécessité donne à ceux qui possèdent le capital un pouvoir disproportionné sur le temps, les conditions et l'avenir des autres.

Le chapitre suivant déplacera cette question du lieu de production vers la consommation et le désir. Car le capitalisme ne dépend pas seulement de notre capacité à travailler : il dépend aussi de notre capacité à acheter, à vouloir et à renouveler la demande.

CHAPITRE 4

Une société qui produit aussi ses consommateurs

Nos préférences ont une histoire

Nous ne désirons jamais dans le vide. Avant même qu'un produit nous soit proposé, nous avons déjà appris ce qui paraît utile, désirable, moderne, respectable, pratique ou ridicule. Cette formation passe par la famille, le groupe social, l'école, les médias, le revenu, le territoire, les infrastructures et l'observation des autres. Elle ne supprime pas l'autonomie individuelle ; elle lui donne un contexte. Un désir n'est pas moins réel parce qu'il a une histoire.^v

Il serait donc faux d'affirmer que le capitalisme invente entièrement nos besoins. Les humains ont toujours désiré, imité, rivalisé, recherché la reconnaissance et utilisé des objets comme signes de statut. Une critique qui réduirait tout désir à une manipulation extérieure nierait ce qu'elle prétend défendre : la capacité des individus à vouloir, interpréter, résister et changer d'avis.

Mais l'erreur inverse consiste à imaginer que les préférences seraient déjà parfaitement constituées avant toute rencontre avec le marché. Ce que nous pouvons désirer dépend aussi de ce qui existe, de ce qui est visible, de ce qui est accessible et de ce que notre environnement rend matériellement possible. Une personne peut préférer prendre le train à la voiture ; si aucun train n'existe, cette préférence ne devient pas un choix réel. Elle peut souhaiter réparer un appareil ; si les pièces sont indisponibles ou le produit verrouillé, l'option reste théorique.

Il faut donc distinguer au moins trois niveaux. Une préférence peut être formée socialement sans être imposée. Elle peut être influencée par des dispositifs commerciaux sans être contrôlée. Et elle peut être contrainte matériellement par l'organisation des infrastructures. Confondre ces niveaux conduit soit à nier l'autonomie des individus, soit à sous-estimer le pouvoir de l'environnement économique.

La critique anticapitaliste ne doit donc pas décider quels désirs sont "vrais". Elle doit examiner qui possède les moyens de structurer durablement l'environnement dans lequel certains désirs deviennent plus faciles, plus visibles, plus fréquents et plus rentables que d'autres.

De la publicité à l'entretien de la demande

La publicité ne commande pas mécaniquement les comportements. Les campagnes échouent, les marques disparaissent, les consommateurs se lassent et les messages sont constamment réinterprétés. Il serait absurde de présenter le

public comme une masse sans volonté. Une personne peut voir cent fois une publicité et ne jamais acheter le produit.

Pourtant, l'absence de contrôle total ne signifie pas absence d'influence. La familiarité, la répétition, l'association symbolique, le ciblage et le moment de l'exposition modifient des probabilités. Une marque présente partout n'oblige personne à acheter, mais elle occupe davantage l'espace mental qu'une offre inconnue. Elle devient une option spontanément disponible au moment du choix.

Cette influence rejoint une contrainte structurelle plus générale : une entreprise dépendante des ventes possède intérêt à maintenir ou à renouveler la demande. Lorsque le besoin initial est satisfait ou que le marché se stabilise, elle doit trouver d'autres raisons de vendre : nouvelle fonction, nouveau format, abonnement, changement esthétique, nouveau public, renouvellement technique, reconfiguration d'un standard.

Une partie de ces innovations augmente réellement les capacités. Elles peuvent rendre un objet plus sûr, plus accessible, plus économe, plus durable ou plus agréable. Une autre partie sert surtout à raccourcir la durée pendant laquelle un objet ou un service reste considéré comme suffisant. L'obsolescence peut être matérielle, logicielle, sociale ou fonctionnelle. Un appareil peut fonctionner encore tout en devenant incompatible ; un vêtement peut être intact tout en paraissant dépassé ; un service peut être utile tout en étant rendu moins accessible que sa version plus récente.

La difficulté vient du fait qu'il n'existe pas de frontière simple entre besoin nouveau et demande entretenue. L'innovation utile peut elle-même créer de nouvelles attentes. Une technologie devenue indispensable peut augmenter nos capacités tout en augmentant notre dépendance à son renouvellement. Il serait donc trop facile d'opposer des besoins authentiques à des besoins artificiels.

La question politique n'est pas d'interdire le renouvellement. Elle est d'identifier les mécanismes qui transforment l'entretien de la demande en nécessité permanente pour les organisations, puis de créer des contre-pouvoirs : réparabilité, compatibilité, durée de support, transparence, pluralité de l'offre et information indépendante.

Le crédit et l'attention prolongent la logique marchande

Le crédit permet d'acheter avant d'avoir accumulé l'épargne nécessaire. Il peut donc augmenter l'autonomie : financer un logement, une formation, un équipement ou une activité. Une société sans crédit limiterait fortement la capacité de nombreux individus à réaliser des projets importants.

Mais le crédit engage aussi le futur. Une dépense présente devient une obligation de revenu à venir. Le consommateur n'achète pas seulement avec ce qu'il possède aujourd'hui ; il engage une part de ce qu'il devra gagner demain. Cette logique devient problématique lorsque l'endettement cesse d'être un outil ponctuel pour devenir une condition normale d'accès aux besoins ou au niveau de vie attendu.

La dette de consommation et la dépendance au travail se rejoignent ici. Plus une personne doit rembourser, moins sa capacité de refuser certaines conditions de travail est grande. Le crédit peut donc augmenter la liberté immédiate tout en réduisant la liberté future. Cette contradiction ne condamne pas l'emprunt ; elle oblige à regarder ses effets sur le pouvoir de négociation et la sécurité matérielle.

L'économie numérique prolonge ce mécanisme dans une autre direction : notre attention elle-même devient une ressource. Lorsqu'une plateforme dépend de la publicité, des données ou de l'engagement, elle possède un intérêt à prolonger la présence de l'utilisateur, à favoriser le retour fréquent et à maintenir l'interaction.^{vi}

La tension est subtile parce que les plateformes offrent aussi de vraies capacités. Elles permettent d'apprendre, de communiquer, de créer, de s'organiser, de trouver du travail, de maintenir des relations ou d'accéder à des informations autrefois difficiles à obtenir. La critique ne peut donc pas réduire l'utilisateur à une victime d'un dispositif inutile.

Le problème apparaît lorsque l'utilité du service et l'intérêt économique de l'opérateur divergent. Une personne peut vouloir consulter brièvement une information ; le modèle économique peut récompenser la durée de présence. Elle peut vouloir rester en contact avec ses proches ; la plateforme peut optimiser des mécanismes qui augmentent les interactions au-delà de ce qu'elle aurait consciemment choisi.

La question anticapitaliste n'est pas "comment supprimer les plateformes ?" mais "selon quelles règles une infrastructure utile peut-elle être empêchée de maximiser sa rentabilité au détriment de l'autonomie de ceux qui l'utilisent ?" Le conflit d'intérêts doit être traité comme une question institutionnelle, pas comme un défaut moral de l'utilisateur.

Les infrastructures contraignent les choix plus fortement que les messages

Une politique centrée uniquement sur la publicité manquerait une dimension plus profonde : beaucoup de comportements de consommation sont structurés avant même qu'un message commercial n'intervienne. Une ville conçue autour de l'automobile rend la voiture presque obligatoire. Un logement mal isolé augmente la consommation énergétique. Un territoire sans services accessibles impose des déplacements. Une organisation du travail éloignée des lieux d'habitation rend certaines mobilités inévitables.

Dans ces cas, parler de choix individuel reste juridiquement correct mais politiquement insuffisant. La personne choisit entre plusieurs options, mais l'architecture préalable du possible a déjà supprimé ou renchéri certaines alternatives. L'infrastructure agit alors plus fortement qu'une publicité, car elle ne se contente pas de suggérer : elle détermine les coûts pratiques du quotidien.

Cette observation transforme la critique de la consommation. Il ne suffit pas de demander aux individus d'acheter mieux, de trier davantage ou de résister aux messages. Si les infrastructures restent identiques, la responsabilité individuelle porte un poids qu'elle ne peut pas assumer seule. Demander à chacun de se comporter comme si toutes les options étaient également disponibles revient à transformer une contrainte collective en faute privée.

Les entreprises elles-mêmes s'adaptent à ces infrastructures. Une offre commerciale peut renforcer un mode de vie déjà rendu nécessaire par l'urbanisme, les normes ou l'organisation du travail. À l'inverse, une infrastructure publique peut rendre viable un comportement qui n'aurait pas survécu à la seule logique marchande. L'offre et le cadre matériel se construisent donc mutuellement.

Une politique anticapitaliste de la consommation doit agir sur les conditions matérielles du choix : urbanisme, transports, logement, accès aux services, réparabilité, standards techniques, disponibilité des alternatives. Elle ne peut pas se contenter d'une pédagogie individuelle.

Cette transformation comporte pourtant un risque : remplacer l'infrastructure privée par une organisation publique qui impose elle aussi un mode de vie unique. Le but n'est donc pas de planifier les préférences. Il est de rendre plusieurs trajectoires réellement praticables. L'autonomie augmente lorsqu'une personne peut choisir entre des options qui existent matériellement, pas seulement entre des produits concurrents à l'intérieur d'un même modèle.

Le désir de statut et le risque paternaliste

Une partie de la consommation répond à la comparaison sociale. Certains biens valent non seulement par leur fonction mais par ce qu'ils signalent : réussite, goût, singularité, appartenance ou modernité. Cette dimension n'a rien de spécifiquement capitaliste, mais l'économie marchande peut la transformer en moteur permanent de renouvellement.^{vii}

Lorsque la valeur d'un bien dépend de sa position relative, la course peut devenir sans fin. Si chacun augmente sa consommation pour ne pas perdre son statut, l'effort matériel collectif augmente alors même que la hiérarchie relative reste intacte. Ce mécanisme ne signifie pas que les individus sont dupes ; il signifie que leur satisfaction dépend aussi d'une relation sociale qui se déplace avec eux.

Il serait tentant d'en conclure qu'il faudrait corriger les désirs eux-mêmes. C'est ici que la critique devient dangereuse. Qui décidera quels désirs sont légitimes ? À partir du moment où un pouvoir prétend connaître les "vrais besoins" des autres, l'anticapitalisme peut se transformer en paternalisme.

Une société libre doit accepter que des individus choisissent des objets que d'autres jugent futiles, esthétiques, luxueux ou absurdes. La liberté inclut une part de différence et même d'irrationalité. Elle inclut aussi le droit de préférer une consommation symbolique à ce qu'un expert considérerait comme une allocation plus rationnelle.

L'objection paternaliste oblige donc à reformuler la critique. Il ne s'agit pas de moraliser les consommateurs, mais de regarder les conditions dans lesquelles certains désirs sont stimulés, les coûts qu'ils font porter sur d'autres et la manière dont les ressources communes sont engagées. Une société peut limiter une pollution sans interdire le goût du prestige ; elle peut encadrer une pratique publicitaire sans décider ce que chacun doit aimer.

La réponse doit agir sur les asymétries d'influence et de contrainte : transparence, protection des mineurs, droit à la réparation, limitation de certaines pratiques de captation, pluralité de l'information, lutte contre les monopoles et développement d'alternatives matérielles.

Le but n'est pas de fabriquer des consommateurs vertueux. Il est de rendre la formation des choix moins dépendante de dispositifs dont la survie économique repose sur la multiplication de la demande, tout en laissant aux individus la souveraineté sur leurs préférences tant qu'elles ne font pas porter leurs coûts sur autrui sans débat.

Démarchandiser sans supprimer le choix

Certaines activités peuvent être partiellement soustraites à la logique marchande sans que toute la société cesse d'utiliser des prix ou des échanges. Santé, éducation, eau, logement essentiel, mobilité fondamentale ou accès à la culture peuvent relever de droits, de services publics, de communs, d'associations ou de mécanismes hybrides.

La démarchandisation ne signifie pas nécessairement monopole public. Elle signifie que l'accès minimal à un besoin ne dépend pas entièrement de la capacité d'achat. Une personne soignée parce qu'elle en a besoin n'est pas seulement un client. Un élève n'est pas seulement une demande solvable. Un habitant n'est pas seulement une opportunité de rendement immobilier.

Cette transformation ne supprime pas la liberté de choisir des services supplémentaires, des formes privées ou des biens différenciés. Elle crée simplement un plancher en dessous duquel certains besoins cessent d'être abandonnés au pouvoir d'achat. Elle peut même augmenter le choix réel : celui qui n'a plus peur de perdre son accès au soin ou au logement dispose de davantage de liberté pour refuser un emploi, changer de région ou prendre un risque.

Mais la démarchandisation possède elle aussi des risques. Une institution publique peut devenir rigide, paternaliste, lente ou indifférente aux préférences. Un service garanti peut être mal conçu. Un droit formel peut rester inaccessible si l'administration est opaque ou saturée. Sortir une activité du marché ne suffit donc pas à la rendre juste.

La réponse doit conserver des mécanismes de contestation, de comparaison et de sortie lorsque cela est possible. Les usagers doivent pouvoir faire remonter les échecs, les institutions doivent être évaluables, et la pluralité des formes peut rester utile. Démarchandiser ne signifie pas administrer chaque détail de la vie.

Une économie postcapitaliste peut donc conserver la consommation sans faire du consommateur l'identité centrale de l'individu. Nous sommes aussi

travailleurs, citoyens, proches, créateurs, habitants et usagers d'institutions communes.

Le problème du capitalisme n'est pas que nous consommons. Il apparaît lorsqu'une part croissante de la société dépend de notre capacité à consommer toujours davantage, et lorsque ceux qui bénéficient de cette croissance disposent des moyens d'orienter l'environnement de nos choix.

Nous ne voulons pas abolir le désir. Nous voulons éviter qu'une société entière dépende de sa stimulation permanente. Le chapitre suivant montrera que ce pouvoir d'orienter les besoins n'est qu'une forme particulière d'un phénomène plus large : le capital accumulé peut devenir un pouvoir sur les décisions collectives.

CHAPITRE 5

Le capital accumule aussi du pouvoir

De la richesse au pouvoir

Une fortune n'est pas seulement une grande capacité de consommation. Selon sa forme, elle peut devenir une capacité d'action sur le monde commun. Posséder une maison confortable, une épargne de sécurité ou des outils de travail ne produit pas le même rapport social que posséder des milliers de logements, une plateforme incontournable, une entreprise dominante ou une infrastructure dont dépendent des millions de personnes.

La critique anticapitaliste doit partir de cette différence plutôt que d'un seuil moral arbitraire séparant les "riches" des "pauvres". Une personne peut dépenser beaucoup sans gouverner directement la vie des autres. À l'inverse, une propriété productive ou stratégique peut donner un pouvoir qui dépasse de très loin la consommation personnelle qu'elle permet.

Le problème apparaît lorsque la propriété devient un droit durable de décider des conditions d'accès à des ressources, d'orienter des investissements, d'organiser le travail, de fixer certaines règles privées ou de peser sur les institutions publiques. À ce moment, l'inégalité économique devient aussi une inégalité de capacité politique.

C'est pourquoi il faut distinguer richesse, revenu, propriété et pouvoir. Ils sont liés, mais ils ne se confondent pas. Ce chapitre ne cherche pas à condamner moralement la réussite matérielle. Il cherche à comprendre comment l'accumulation peut se transformer en capacité de décision sur autrui.

Investir, c'est sélectionner des futurs

L'investissement est souvent présenté comme une opération économique neutre : un acteur place des ressources dans un projet qu'il juge capable de produire un rendement. Mais investir signifie aussi sélectionner les activités qui recevront du temps, des machines, des bâtiments, des compétences et des infrastructures.

Financer une technologie plutôt qu'une autre, construire des logements haut de gamme plutôt que des logements accessibles, ouvrir un entrepôt dans une région plutôt qu'une autre, acheter des terres ou développer une nouvelle plateforme modifie les possibilités futures. Celui qui possède du capital ne décide évidemment pas seul : il dépend des règles publiques, des salariés, des consommateurs, des banques, des fournisseurs et de nombreuses contraintes. Mais il dispose d'une capacité de proposition et de sélection qui n'est pas distribuée également.

Cette capacité est souvent justifiée par le risque. Celui qui engage son patrimoine pourrait le perdre ; il semble donc légitime qu'il choisisse où l'engager. Cet argument contient une part de vérité. Mais il ne clôt pas la question politique. Lorsqu'un investissement modifie l'emploi d'un territoire, l'accès au logement, l'environnement ou une infrastructure collective, les conséquences dépassent le seul propriétaire du capital.

Une démocratie économique ne consisterait pas à soumettre chaque investissement à un référendum. Elle consisterait à reconnaître que certains choix privés ont des effets publics assez importants pour justifier des règles, des contre-pouvoirs ou une participation plus large.

La mobilité du capital change le rapport de force

Le pouvoir économique vient aussi de la capacité de se déplacer ou d'attendre. Le travailleur attaché à un territoire, à une famille, à une langue ou à un logement n'a pas la même mobilité qu'un portefeuille financier. Une entreprise peut parfois déplacer une production, modifier ses fournisseurs ou retarder un investissement plus facilement qu'une collectivité ne peut déplacer sa population.

Cette asymétrie donne au capital une force de négociation particulière. Un gouvernement peut vouloir renforcer des normes sociales, taxer davantage certains profits ou imposer des obligations environnementales. Si les détenteurs d'investissement peuvent crédiblement réduire leurs engagements, déplacer des activités ou choisir une autre juridiction, cette possibilité influence le débat.

Il serait excessif de qualifier toute menace de départ de chantage. Une activité peut réellement devenir non viable dans certaines conditions. Mais l'existence même de cette option modifie le rapport entre acteurs. Ceux qui peuvent attendre disposent souvent d'un pouvoir supérieur à ceux qui doivent immédiatement payer des salaires, financer des services publics ou trouver un emploi.

La liberté de circulation du capital peut donc entrer en tension avec la capacité démocratique d'un territoire à définir ses propres règles. Une société ne peut pas prétendre être souveraine politiquement si chaque décision importante est évaluée d'abord selon la réaction anticipée d'acteurs économiques suffisamment mobiles pour la contourner.

Le travail : gouverner par la propriété

Le chapitre précédent a montré que l'entreprise est aussi un lieu de pouvoir. Ici, la question doit être replacée dans la logique de l'accumulation. Plus une entreprise grandit, plus les décisions issues de sa propriété peuvent affecter de personnes : embauches, fermetures, délocalisations, automatisation, horaires, sous-traitance, choix technologiques, sécurité ou répartition du surplus.

Ce pouvoir peut être exercé de manière responsable. Il peut être limité par le droit, les syndicats, les conventions collectives ou la cogestion. Mais sa source

reste souvent la même : posséder une part suffisante du capital donne le droit de nommer ceux qui commandent l'organisation.

Cette structure devient politiquement sensible lorsque des décisions touchant des milliers de trajectoires humaines sont prises au nom d'un droit de propriété dont les salariés ne disposent pas. Les travailleurs contribuent par leur temps, leurs compétences, leur santé et leur expérience, mais le pouvoir final ne leur revient généralement pas dans la même proportion.

La question n'est pas de nier toute légitimité à la direction. Une organisation a besoin de responsables. Elle est de savoir pourquoi l'apport financier devrait constituer la base principale d'un pouvoir qui porte aussi sur le temps et les conditions d'existence des autres.

Le logement : quand un besoin devient un actif

La propriété immobilière permet de voir clairement la différence entre propriété d'usage et propriété de pouvoir. Posséder le logement dans lequel on vit peut protéger l'autonomie. Posséder un grand nombre de logements destinés à produire un revenu place le propriétaire dans une relation différente avec ceux qui en ont besoin pour se loger.

Un bail reste un contrat. Le locataire possède des droits et peut changer de logement lorsque les conditions le permettent. Mais lorsque l'offre est rare, lorsque déménager coûte cher ou lorsque l'emploi dépend d'une localisation précise, le propriétaire dispose d'une capacité de conditionner l'accès à un besoin essentiel.

Le logement devient alors à la fois un lieu de vie et un actif financier. Ces deux fonctions peuvent entrer en conflit. La hausse de la valeur d'un patrimoine peut être une bonne nouvelle pour son détenteur tout en rendant l'accès plus difficile pour ceux qui cherchent à se loger.

Il ne s'ensuit pas qu'il faudrait abolir toute propriété immobilière privée. Il s'ensuit que la société doit distinguer le droit de disposer d'un lieu pour vivre du droit d'accumuler sans limite des droits de prélèvement sur le besoin de logement d'autrui.

Plateformes, réseaux et positions dominantes^{viii}

Certaines formes contemporaines de capital ont une propriété particulière : plus elles accumulent d'utilisateurs, de données, de fournisseurs ou de partenaires, plus leur position peut devenir difficile à contester. Les effets de réseau, les économies d'échelle, la maîtrise des standards et l'accès privilégié à l'information peuvent transformer un avantage économique en infrastructure quasi incontournable.

Une plateforme dominante ne se contente alors plus de vendre un service. Elle peut fixer des règles d'accès, modifier les conditions de visibilité, imposer des commissions, décider quelles pratiques sont autorisées et organiser la relation entre d'autres acteurs qui dépendent de son système.

Le pouvoir n'est pas absolu. Des concurrents peuvent apparaître, des technologies peuvent changer et les pouvoirs publics peuvent réguler. Mais la concentration crée un avantage cumulatif : disposer d'une base d'utilisateurs, de capitaux et de données facilite souvent l'acquisition d'une base encore plus grande.

Ce mécanisme montre pourquoi la concurrence ne suffit pas toujours à disperser le pouvoir. Dans certains marchés, la réussite elle-même augmente les barrières qui protègent la réussite future.

De l'argent à l'influence politique

La conversion du capital en pouvoir ne s'arrête pas aux entreprises. Des ressources économiques importantes peuvent financer de l'expertise, du lobbying, des organisations, des campagnes de communication, des procédures judiciaires, des médias ou un accès permanent aux décideurs.^{ix}

Il serait simpliste d'en conclure que la politique serait entièrement achetée. Les élections, les mobilisations sociales, les institutions, la presse, les tribunaux et les conflits internes peuvent produire des décisions contraires aux intérêts économiques les plus puissants.

Mais l'égalité du vote ne supprime pas l'inégalité des moyens entre deux élections. Un groupe capable de financer des juristes, des experts et une présence permanente dans les lieux de décision dispose d'une capacité d'intervention différente de celle d'un citoyen qui ne peut consacrer que quelques heures de son temps libre à une cause.

Le problème démocratique n'est donc pas seulement la corruption illégale. Il est aussi l'asymétrie légale des capacités de produire de l'information, de soutenir une position, d'accéder aux décideurs et de durer dans le conflit politique.

La concentration publique n'est pas la solution automatique^x

Cette critique rencontre une objection fondamentale : si la propriété privée concentre du pouvoir, pourquoi ne pas transférer les actifs à l'État ? Parce que la concentration publique peut produire une domination différente, parfois plus difficile encore à contourner.

Un État qui posséderait les entreprises, les médias, les logements et les infrastructures disposerait d'un pouvoir immense sur ceux qui dépendent de lui. La propriété privée dispersée peut protéger des espaces d'autonomie contre le gouvernement. Des entreprises, des associations, des médias ou des coopératives indépendants peuvent servir de contre-pouvoirs.

L'anticapitalisme doit donc refuser une solution symétrique trop simple. Il ne s'agit pas de remplacer le propriétaire privé unique par un propriétaire public unique. Il s'agit de pluraliser les formes de propriété et de limiter la capacité de chacune à devenir souveraine.

La question n'est pas : privé ou public ? Elle est : quel type de propriété convient à quelle fonction, quels pouvoirs en découlent, qui peut les contester et comment les décisions peuvent être révisées ?

Démocratiser le pouvoir économique

Une démocratie économique ne signifie pas l'égalité parfaite de toutes les ressources. Elle signifie que les grandes concentrations de pouvoir économique ne peuvent pas échapper durablement à la contestation.

Cela peut passer par le droit de la concurrence, la fiscalité, la représentation des travailleurs, les coopératives, le contrôle public de certaines infrastructures, des communs, les droits des locataires, la transparence des plateformes, le pluralisme médiatique ou des règles sur le financement politique.

Aucune de ces institutions ne suffit seule. Une entreprise publique peut mal fonctionner, une coopérative peut reproduire des hiérarchies, une réglementation peut être capturée, une taxe peut être contournée. Le but n'est pas de trouver le mécanisme parfait, mais de multiplier les contre-pouvoirs.

Le critère central est simple : la propriété peut-elle être convertie presque sans limite en capacité de gouverner les autres ? Si la réponse est oui, la démocratie politique reste incomplète.

Conclusion — Une personne, une voix ne suffit pas

La démocratie moderne a affirmé que la richesse ne devait pas donner officiellement davantage de voix dans l'élection. Le vote d'un milliardaire ne compte pas juridiquement davantage que celui d'un salarié. Cette égalité est fondamentale.

Mais elle coexiste avec des inégalités beaucoup plus fortes dans les capacités d'investir, de posséder des infrastructures, d'organiser le travail, de financer des campagnes, de contrôler des actifs essentiels ou simplement d'attendre qu'un conflit tourne à son avantage.

L'anticapitalisme pose donc une question que la démocratie politique ne peut pas éviter : jusqu'où pouvons-nous séparer le principe "une personne, une voix" d'une économie où certains disposent d'un pouvoir de décision proportionnel à leurs actifs ?

La réponse n'exige pas de condamner toute richesse. Elle exige de limiter la transformation de la propriété en souveraineté privée.

Le chapitre suivant devra alors affronter la contradiction la plus difficile du manifeste : une partie des mécanismes que nous critiquons protège aussi l'autonomie, l'innovation et la pluralité. Sortir du capitalisme ne peut donc pas signifier détruire tout ce qu'il contient. Il faut apprendre à conserver des capacités sans conserver la domination du capital.

CHAPITRE 6

Pourquoi nous ne voulons pourtant pas abolir tout ce que le capitalisme a permis

Un anticapitalisme qui ne sait rien conserver serait incapable de gouverner

Un système social ne tient jamais seulement par la domination qu'il exerce. Il tient aussi parce qu'il remplit des fonctions réelles. Le capitalisme a produit des crises, des concentrations de pouvoir, des dépendances et des destructions que ce manifeste a cherché à décrire. Mais il a également organisé une immense capacité d'investissement, de coordination, d'innovation, d'initiative et d'adaptation. Une critique qui refuserait de regarder ces fonctions ne préparerait pas une alternative ; elle préparerait leur disparition.

Il faut donc distinguer les fonctions des institutions qui les accomplissent aujourd'hui. Que des marchés transmettent parfois de l'information ne signifie pas que la société doive être gouvernée par le marché. Que l'investissement privé puisse financer l'innovation ne signifie pas que l'innovation exige une concentration illimitée du capital. Que l'entreprise permette l'initiative ne signifie pas que le droit de propriété doive donner un pouvoir sans contrepartie sur le travail d'autrui.

Cette distinction est décisive parce qu'elle interdit deux facilités symétriques. La première consiste à défendre le capitalisme au motif qu'il accomplit certaines fonctions utiles. La seconde consiste à croire qu'il suffit de supprimer ses institutions dominantes pour que ces fonctions soient automatiquement reprises par des mécanismes meilleurs.

Sortir du capitalisme exige donc moins de détruire que de désassembler : séparer les capacités que nous voulons conserver des rapports de pouvoir auxquels elles sont aujourd'hui attachées.

L'initiative individuelle doit survivre à la critique du capital

Créer une activité, prendre un risque, inventer un produit, ouvrir un atelier, organiser un service ou lancer une recherche ne constitue pas en soi une domination capitaliste. Une société postcapitaliste aura toujours besoin de personnes qui essaient quelque chose sans attendre qu'une administration centrale leur en donne l'ordre.

L'initiative individuelle peut même protéger contre d'autres formes de dépendance. Monter une petite entreprise, une association ou une coopérative

peut permettre de quitter une hiérarchie, de créer une activité qui n'existait pas et de répondre à un besoin ignoré par les institutions existantes.

Le problème commence lorsque la réussite d'une initiative devient progressivement un titre à gouverner les autres. Une personne peut légitimement vouloir conserver le contrôle d'un outil qu'elle a créé. Mais lorsque cette activité emploie des centaines de personnes, contrôle une infrastructure ou accumule des actifs indispensables, la relation change d'échelle. La propriété n'est plus seulement une protection de l'autonomie du fondateur ; elle devient aussi un pouvoir sur l'autonomie d'autrui.

Une alternative crédible doit donc protéger le droit d'initier, d'expérimenter et de posséder certains moyens d'action tout en prévoyant des mécanismes par lesquels la croissance d'une organisation entraîne aussi une croissance de ses obligations démocratiques.

Les prix : un signal utile, jamais une vérité morale

Les prix ont une fonction que toute économie complexe doit prendre au sérieux. Ils condensent une partie de l'information sur les coûts, la rareté, la demande et la disponibilité. Lorsqu'un bien devient difficile à produire ou très demandé, une variation de prix peut signaler cette tension sans qu'une administration ait besoin de connaître chaque décision individuelle.

Mais un prix n'est pas une mesure complète de la valeur. Il reflète aussi la distribution des revenus, les rapports de force, la structure de marché, les subventions, les règles fiscales et ce que la comptabilité choisit d'ignorer. Un air respirable ou un climat stable peuvent avoir une valeur immense tout en n'ayant aucun prix direct. À l'inverse, un bien peut être très cher précisément parce qu'il est rare ou contrôlé par un acteur dominant.

Il faut donc refuser deux erreurs. La première consiste à traiter le prix comme s'il exprimait la vérité sociale d'un besoin. La seconde consiste à penser que l'on peut supprimer les prix sans construire d'autres mécanismes de coordination.

Une économie postcapitaliste pourrait très bien conserver des prix dans de nombreux domaines, les encadrer dans d'autres et les remplacer par des droits ou des allocations directes pour certains besoins essentiels. La question n'est pas de savoir si un prix existe, mais quel pouvoir on lui donne.

La concurrence peut corriger, mais elle peut aussi détruire

La concurrence oblige parfois les organisations à se comparer. Elle peut pousser un producteur à améliorer un service, à réduire certains coûts, à répondre plus rapidement aux attentes ou à proposer une innovation. Elle peut aussi empêcher une institution protégée de toute contestation de se satisfaire indéfiniment de sa propre inefficacité.

Cette fonction mérite d'être conservée sous une forme ou une autre. Une société où une seule organisation aurait le monopole de toutes les solutions risquerait de transformer chaque erreur locale en erreur générale. La pluralité

des producteurs, des méthodes et des institutions permet au contraire l'expérimentation.

Mais la concurrence possède un envers. Lorsqu'elle devient une guerre permanente pour les parts de marché, elle peut imposer une pression sur les salaires, la sous-traitance, les délais, les ressources ou l'environnement. Elle peut inciter chaque organisation à adopter une conduite qu'aucune ne choisirait isolément si elle savait que les autres feraient de même.

Ce dont nous avons besoin n'est donc ni de la concurrence comme principe universel, ni de son abolition totale. Nous avons besoin de pluralité, de comparaison et de possibilité d'entrée, mais aussi de domaines protégés de la logique de compétition lorsque celle-ci détruit les finalités que nous voulons préserver.

L'innovation n'appartient pas au capitalisme

L'un des arguments les plus puissants en faveur du capitalisme est sa capacité à financer l'innovation. Le profit attendu peut attirer des capitaux vers des technologies risquées, récompenser une invention et accélérer la diffusion d'une solution.^{xi}

Cette dynamique existe. Mais elle ne prouve pas que l'innovation dépend exclusivement de l'investissement privé. La recherche publique, les universités, les infrastructures collectives, les communautés de développeurs, les associations, les travailleurs et les connaissances accumulées jouent aussi un rôle majeur dans la création.

Même dans une entreprise privée, l'innovation est rarement le produit d'un seul propriétaire. Elle mobilise des équipes, des savoirs antérieurs, des infrastructures publiques, un système éducatif et souvent des recherches financées collectivement.

Une alternative doit donc se demander comment préserver la prise de risque et la récompense de l'invention sans faire de chaque innovation réussie le point de départ d'une concentration durable de propriété. Financement public, coopératives, fonds collectifs, récompenses, licences ouvertes ou entreprises privées limitées peuvent coexister.

Le vrai enjeu n'est pas de choisir entre innovation et égalité. Il est d'empêcher que le financement de l'innovation devienne une justification générale du pouvoir du capital.

Les échecs autoritaires ne sont pas une parenthèse à effacer

L'anticapitalisme porte une responsabilité particulière : il ne peut pas parler de transformation sociale comme si les expériences autoritaires menées au nom du socialisme n'avaient rien à lui apprendre. Lorsque le pouvoir économique et politique est concentré dans une même structure, la disparition de la propriété privée ne garantit aucune émancipation.

Nationaliser une entreprise ne la démocratise pas automatiquement. Une administration publique peut imposer des objectifs, discipliner le travail et protéger ses propres dirigeants. Une planification centrale peut être incapable de percevoir certains besoins locaux ou de corriger rapidement ses erreurs.^{xii}

Il serait tout aussi faux d'utiliser ces échecs pour conclure que toute planification, toute propriété publique ou toute ambition socialiste conduit nécessairement à l'autoritarisme. L'histoire ne fournit pas une équation aussi simple. Elle fournit plutôt un avertissement : une institution qui concentre trop de décisions sans possibilité réelle de contestation peut devenir oppressive quel que soit le vocabulaire idéologique qui la justifie.

Le problème fondamental reste donc le pouvoir. Une alternative anticapitaliste doit être construite de manière à rendre ses propres institutions contestables, révisables et pluralistes.

La propriété personnelle protège aussi l'indépendance

La propriété n'est pas une catégorie unique. Posséder son logement, ses outils, une épargne ou une petite activité peut protéger une personne contre la dépendance. Une société qui supprimerait toute propriété personnelle rendrait chacun plus dépendant des institutions qui distribuent l'accès aux biens.

L'anticapitalisme doit donc distinguer la propriété d'usage de la propriété qui produit un pouvoir durable sur autrui. Cette distinction n'est pas toujours nette, mais elle est politiquement indispensable.

Une personne qui possède l'atelier dans lequel elle travaille ne se trouve pas dans la même position qu'un fonds possédant des centaines d'entreprises. Un ménage propriétaire de son logement ne possède pas le même pouvoir qu'un acteur contrôlant un vaste parc locatif.

La solution n'est donc pas l'abolition abstraite de la propriété. Elle est la limitation de sa transformation en pouvoir cumulatif.

Une alternative doit pouvoir échouer sans enfermer toute la société

Le marché possède parfois une forme rude mais réelle de correction : une entreprise qui ne répond plus à aucun besoin peut disparaître. Cette correction n'est ni juste ni suffisante. Des entreprises utiles peuvent mourir faute de rentabilité, tandis que des activités nuisibles peuvent prospérer. Mais la possibilité d'échec limite parfois la survie indéfinie d'organisations inefficaces.

Une institution publique ou coopérative doit elle aussi pouvoir reconnaître ses erreurs. Si une alternative au capitalisme ne prévoit aucun mécanisme d'évaluation, elle risque de remplacer la pression du marché par l'inertie administrative.

La correction peut prendre d'autres formes : contrôle démocratique, comparaison de résultats, transparence, audit indépendant, droit de sortie,

élections internes, rotation des responsabilités, syndicats, justice et pluralité institutionnelle.

Une société postcapitaliste doit donc être capable de découvrir qu'elle s'est trompée. C'est peut-être l'une des fonctions les plus importantes à conserver de l'ordre concurrentiel : non pas la compétition permanente, mais la possibilité que plusieurs solutions existent et que certaines soient abandonnées.

Ni marché souverain, ni État souverain

La contradiction peut maintenant être formulée clairement. Le marché peut transmettre de l'information mais ne doit pas décider seul de ce qui mérite d'exister. L'État peut organiser des finalités collectives mais ne doit pas devenir propriétaire de toute la vie économique. La propriété privée peut protéger l'autonomie mais ne doit pas donner un droit illimité de gouverner autrui.

Une économie postcapitaliste devra probablement être mixte au sens fort : non pas un compromis temporaire entre capitalisme et socialisme, mais une pluralité assumée de formes institutionnelles choisies selon leur fonction.

Certaines infrastructures pourront relever du public. Certaines ressources pourront être organisées comme des communs. Certaines entreprises pourront être coopératives. Des petites entreprises privées pourront subsister. Des marchés pourront coordonner des biens ordinaires tandis que d'autres besoins seront garantis comme droits.

Le critère commun ne sera pas la pureté institutionnelle. Il sera la capacité à subordonner les mécanismes économiques à des finalités discutables publiquement et à empêcher qu'un acteur, privé ou public, ne devienne souverain.

Conclusion — Conserver les capacités, déplacer le pouvoir

Le capitalisme a souvent réussi à se présenter comme le propriétaire exclusif de l'initiative, de l'innovation et du choix. Cette identification doit être refusée.

Nous pouvons conserver l'initiative sans conserver la souveraineté de l'actionnaire. Nous pouvons conserver des prix sans leur confier la définition de la valeur. Nous pouvons conserver certaines formes de concurrence sans organiser toute la société comme une compétition. Nous pouvons protéger la propriété personnelle sans permettre l'accumulation indéfinie de pouvoir économique.

La sortie du capitalisme n'est donc pas une table rase. Elle consiste à séparer des fonctions utiles de la structure de domination à laquelle elles sont aujourd'hui liées.

Cette distinction permet enfin de poser la question positive du dernier chapitre. Si nous refusons à la fois le capital souverain et l'État souverain, il faut maintenant montrer comment pourraient s'articuler concrètement plusieurs formes de propriété, de décision et de garantie sociale dans une transition réelle.

Sortir du capitalisme, vers quoi ?

Une direction plutôt qu'un système clos

Une critique du capitalisme qui refuse toute proposition positive laisse ouverte une question décisive : pourquoi quitter un ordre connu pour un futur indéterminé ? Mais l'erreur inverse serait de dessiner à l'avance une société parfaite, entièrement cohérente, dont il ne resterait plus qu'à appliquer le plan. L'histoire des transformations politiques devrait suffire à nous rendre méfiants devant cette certitude.

Nous pouvons pourtant définir une direction. Elle consiste à réduire la conversion de la propriété en pouvoir sur autrui, à augmenter la capacité démocratique de décider des finalités économiques, à garantir les conditions matérielles d'une liberté réelle, à préserver l'initiative et l'expérimentation, et à inscrire la production dans des limites écologiques.

Ces principes ne dictent pas une seule institution. Ils servent de critères. Une réforme est-elle souhaitable parce qu'elle se dit anticapitaliste, ou parce qu'elle distribue réellement davantage le pouvoir ? Une entreprise publique est-elle meilleure parce qu'elle appartient à l'État, ou parce que ceux qui en dépendent peuvent davantage comprendre et contester ses décisions ? Une coopérative est-elle émancipatrice par son statut, ou parce que ses membres disposent réellement d'un pouvoir partagé ?

La sortie du capitalisme doit donc être jugée sur ses effets : capacité de refus, partage des décisions, sécurité matérielle, distribution des coûts, possibilité de correction et respect des limites. Cela implique d'accepter qu'une institution portant le bon vocabulaire puisse être mauvaise, et qu'une institution héritée du capitalisme puisse parfois être conservée si sa fonction est transformée et ses pouvoirs limités.

Cette approche oblige à renoncer à la pureté. Une société réelle sera composée d'institutions hétérogènes. Certaines seront publiques, d'autres coopératives, certaines privées, d'autres communes. La question ne sera pas de savoir si chaque élément appartient à la bonne catégorie, mais s'il sert les finalités fixées et reste contestable.

Pluraliser la propriété et démocratiser les organisations

La première transformation concerne la propriété. Toutes les propriétés ne produisent pas le même rapport de pouvoir. Posséder son logement ou ses outils peut protéger l'autonomie. Posséder une infrastructure essentielle, un grand parc immobilier ou une entreprise qui emploie des milliers de personnes produit des effets d'une autre échelle.

Une économie postcapitaliste devrait donc associer différentes formes à différentes fonctions : propriété personnelle, petites entreprises privées, coopératives, entreprises publiques, communs, associations, structures municipales ou formes hybrides. La question n'est pas de choisir une forme unique mais de déterminer laquelle limite le mieux la domination tout en conservant les capacités utiles.

La taille et l'importance sociale d'une organisation devraient modifier ses obligations démocratiques. Une petite activité n'exige pas la même gouvernance qu'une entreprise dont une région entière dépend. À mesure que les conséquences collectives grandissent, les travailleurs et les collectivités concernées peuvent légitimement acquérir davantage de droits de représentation, d'information, de veto ou de participation stratégique.

Cette démocratisation comporte pourtant un coût possible : multiplier les procédures peut ralentir les décisions, diluer les responsabilités ou favoriser des coalitions internes conservatrices. Une entreprise confrontée à une crise peut avoir besoin d'agir vite. Une coopérative peut elle aussi hésiter à prendre une décision impopulaire mais nécessaire.

Il faut donc distinguer les niveaux de décision. La gestion quotidienne peut rester déléguée. Les décisions stratégiques qui engagent profondément les trajectoires humaines — fermeture, automatisation massive, délocalisation, transformation radicale des conditions de travail — justifient davantage de participation.

L'objectif n'est pas d'abolir l'autorité fonctionnelle. Il est de rendre le pouvoir proportionné à ses conséquences et révisable. Une direction peut décider sans être souveraine ; une propriété peut donner des droits sans constituer un titre à gouverner sans limite.

Cette distinction permet aussi de préserver l'initiative. Une petite structure doit pouvoir expérimenter sans être paralysée par une procédure lourde. Mais sa croissance doit entraîner une croissance correspondante de ses obligations envers ceux qui deviennent dépendants de ses décisions.

Rendre le refus matériellement possible

Modifier la gouvernance des entreprises ne suffit pas si celui qui refuse un emploi risque immédiatement son logement, ses soins ou son alimentation. La liberté politique et économique possède un socle matériel.

Santé, éducation, eau, énergie minimale, protection sociale, logement accessible et mobilité fondamentale peuvent être garantis par des services publics, des assurances collectives, des allocations, des communs ou des mécanismes hybrides. Aucun instrument n'est automatiquement supérieur ; leur fonction commune est de réduire la dépendance existentielle au revenu marchand.

Cette sécurité modifie le rapport de force au travail. Plus une personne peut survivre à un refus, plus le contrat devient réellement négociable. Les droits

syndicaux, l'indemnisation du chômage, la formation, la réduction du temps de travail et les services essentiels deviennent alors des infrastructures de liberté.

Mais ces garanties ont un coût réel. Elles mobilisent des ressources, du travail, de la fiscalité et des capacités administratives. Une politique sérieuse ne peut pas promettre simultanément davantage de services, moins de travail, moins de prélèvements et moins de production sans expliciter les arbitrages.

Le financement peut venir de plusieurs sources : redistribution, cotisations, fiscalité sur le patrimoine et les revenus, économies réalisées dans certains secteurs, ou réorientation d'investissements. Mais aucune source n'est gratuite. Chaque choix modifie des incitations, des patrimoines et des rapports de force.

Il faut aussi éviter un autre piège : qu'un socle matériel devienne un mécanisme administratif paternaliste. Une garantie sociale qui exige une surveillance excessive ou humilie ceux qui y ont recours peut reproduire une autre forme de dépendance.

La question n'est donc pas d'abolir le coût. Elle est de décider collectivement quels coûts nous acceptons, qui les supporte et quelles sécurités nous jugeons assez importantes pour les mutualiser. Une politique émancipatrice doit rendre le refus possible sans transformer la protection en contrôle.

Utiliser la productivité, la planification et la finance comme moyens

Une société qui produit plus efficacement dispose d'un choix : produire davantage, augmenter les revenus, améliorer les services, réduire le temps de travail ou combiner ces usages. Le capitalisme tend souvent à convertir une part importante du gain en nouvelle expansion. Une transition doit rendre ce choix explicite.

La réduction du temps de travail constitue une manière directe de transformer la productivité en autonomie. Mais elle ne peut pas être décrétée de manière uniforme sans regarder les secteurs, les pénuries de compétences, la pénibilité et les besoins sociaux. Dans certains domaines, une réduction rapide du temps peut exiger davantage d'embauches, de formation ou d'investissement.

La planification devient nécessaire lorsque les décisions engagent le long terme : énergie, transport, santé, recherche fondamentale, adaptation climatique ou aménagement du territoire. Elle doit fixer des objectifs et des limites sans prétendre centraliser chaque détail.

La différence entre planifier et administrer doit rester nette. Planifier peut signifier définir une trajectoire énergétique, fixer une limite carbone, garantir un niveau de service ou orienter des investissements. Administrer en détail chaque activité économique serait une autre ambition, beaucoup plus centralisée, qui n'est pas requise par cette démarche.

La finance doit elle aussi redevenir un outil. Crédit, épargne, assurance et investissement resteront nécessaires. La question est de savoir si leurs critères de rendement commandent les finalités sociales ou s'ils sont subordonnés à celles-

ci. Banques publiques, coopératives de crédit, fonds sociaux, régulation et obligations d'investissement peuvent jouer plusieurs rôles complémentaires.

Mais financer une transition implique de déplacer du capital. Certains investissements deviendront moins attractifs, d'autres seront favorisés. Cela peut provoquer désinvestissement, recherche de juridictions plus avantageuses ou résistance des détenteurs de capitaux. Faire comme si ces réactions n'existaient pas serait irresponsable.^{xiv}

La transition doit donc prévoir ses propres mécanismes de stabilité : coordination fiscale, contrôle de certaines infrastructures financières, garanties publiques ciblées, financement de long terme et règles claires. Le but n'est pas d'empêcher tout mouvement de capital, mais d'éviter que la menace de retrait rende impossible toute décision démocratique.

Ces instruments peuvent produire leurs propres rigidités : mauvais investissements, bureaucratie, capture politique, favoritisme ou inertie. La planification et la finance publique ne doivent donc jamais être dispensées d'évaluation, de transparence et de possibilité de révision.

Faire des limites écologiques une contrainte politique réelle

Une transition anticapitaliste qui ignorerait les limites écologiques déplacerait le pouvoir sans résoudre l'une des contradictions majeures de notre époque. L'économie dépend de ressources, de sols, d'énergie, d'écosystèmes et d'un climat qui ne sont pas infiniment substituables.

Une société doit pouvoir décider qu'une activité rentable n'est plus acceptable parce que son coût écologique est trop élevé. Normes, quotas, interdictions, budgets carbone, fiscalité, planification industrielle et investissements peuvent servir cette capacité.^{xv}

Mais l'écologie crée elle aussi des conflits de distribution. Interdire une activité peut détruire des emplois. Renchérir l'énergie peut frapper davantage les ménages modestes. Modifier les transports peut pénaliser ceux dont le territoire a été construit autour de l'automobile.

La transition écologique ne peut donc pas être ajoutée après coup à un programme social. Les protections doivent précéder ou accompagner les contraintes. Une politique qui impose des coûts aux plus vulnérables tout en laissant intacte la consommation des plus puissants détruit sa propre légitimité.

Il faut également accepter que certaines transformations aient un coût net. Tout ne pourra pas être compensé intégralement. Réduire certaines productions peut signifier renoncer à une partie de la consommation, réallouer du travail ou accepter des investissements moins rentables à court terme.

L'enjeu démocratique consiste précisément à rendre ces coûts visibles et à décider lesquels sont justifiés. Une limite écologique réelle ne détermine pas automatiquement qui doit payer pour la respecter.

La transition doit donc distinguer nécessité physique et choix politique. La première peut être imposée par le monde matériel ; le second reste une décision humaine sur la répartition, les priorités et les protections.

L'ordre des transformations et le risque d'une nouvelle oligarchie

L'ordre des réformes compte parce qu'une transformation peut échouer si ses conditions sociales n'existent pas encore. Réduire certaines productions sans protéger les revenus peut produire une crise sociale. Démocratiser l'entreprise sans renforcer la sécurité des travailleurs peut laisser leur capacité de contestation fragile. Nationaliser sans créer de contre-pouvoirs peut simplement déplacer le centre de concentration.

Une séquence plausible commence donc par augmenter les capacités de refus : protections sociales, droits du travail, accès aux besoins essentiels et organisation collective. Elle peut ensuite approfondir la démocratie économique et la pluralité de la propriété, puis orienter plus fortement l'investissement, la finance et la planification écologique.

Cette séquence n'est pas universelle. Une crise peut imposer un autre ordre. Mais elle rappelle une règle : une réforme ne doit pas supposer l'autonomie qu'elle est précisément censée construire.

Il faut aussi prévoir les effets croisés. Une fiscalité plus forte sur le capital peut financer des garanties sociales mais réduire certains investissements. Une réduction du temps de travail peut augmenter l'emploi dans certains secteurs et créer des tensions dans d'autres. Une planification écologique peut soutenir de nouvelles industries tout en accélérant le déclin d'anciennes activités.

Ces tensions ne sont pas des objections qui annulent toute réforme. Elles sont les conditions réelles de la décision. Une politique postcapitaliste crédible doit dire ce qu'elle accepte de perdre, ce qu'elle cherche à protéger et quels coûts elle juge injustifiables.

Toute nouvelle architecture produira aussi de nouveaux groupes puissants : dirigeants publics, responsables syndicaux, experts, cadres coopératifs, administrations, élus. Aucun vocabulaire ne les immunise contre la concentration du pouvoir.

La transition doit donc organiser sa propre contestation : transparence, rotation des responsabilités, justice indépendante, liberté de presse, syndicats autonomes, pluralité des organisations, audits et droits d'opposition. Une institution postcapitaliste qui devient impossible à contester reproduit le problème qu'elle prétend résoudre.

Le danger n'est pas seulement de revenir au capitalisme. Il est aussi de produire un autre ordre dans lequel la concentration du pouvoir change simplement de propriétaire.

Une transition expérimentale, révisable et capable de revenir sur ses erreurs

Sortir du capitalisme ne ressemblera probablement pas à une date unique où toutes les institutions anciennes disparaîtront. Les sociétés sont trop complexes,

les fonctions économiques trop imbriquées et les dépendances trop nombreuses pour être remplacées d'un seul geste.

Certaines transformations pourront être rapides ; d'autres demanderont des essais locaux, des révisions et des apprentissages. Cette progressivité ne signifie pas absence de radicalité. Une série de changements institutionnels peut déplacer profondément le pouvoir si elle transforme la propriété, le travail, la finance, les services essentiels et les limites écologiques.

Chaque réforme doit être accompagnée d'un critère d'échec. Si une coopérative concentre réellement le pouvoir dans quelques mains, il faut pouvoir le voir. Si une nationalisation diminue la transparence, il faut pouvoir la corriger. Si une politique écologique augmente la précarité sans réduire suffisamment les dommages, il faut pouvoir en modifier la conception.

Cela suppose aussi d'accepter le retour en arrière lorsque les effets sont mauvais. Une politique ne doit pas être maintenue uniquement parce qu'elle correspond à la doctrine du camp qui l'a mise en œuvre. La fidélité aux finalités doit être supérieure à la fidélité aux instruments.

La difficulté vient du fait qu'un indicateur unique ne suffit pas. Une réforme peut améliorer l'égalité et réduire l'efficacité ; une autre peut augmenter la production tout en concentrant le pouvoir. Les critères sont hétérogènes et ne doivent pas être artificiellement fondus en un score unique.

Il faudra donc exposer les arbitrages : autonomie, sécurité, efficacité, justice, soutenabilité, qualité du travail, résilience, liberté d'initiative. Une décision politique consiste précisément à assumer comment ces valeurs sont pondérées dans une situation donnée.

La transition ne doit donc pas être fidèle à un plan ; elle doit être fidèle à ses finalités. Cela suppose d'accepter que certaines solutions abandonnées puissent être remplacées par d'autres, y compris lorsqu'elles portaient le bon vocabulaire.

L'objectif n'est pas une économie pure. Il est une économie remise à sa place : un ensemble de mécanismes choisis et corrigés selon leurs effets sur l'autonomie, la justice, les limites et le pouvoir.

Nous pouvons conserver les marchés lorsqu'ils coordonnent utilement, les remplacer lorsqu'ils excluent des besoins essentiels, utiliser la planification lorsqu'elle protège le long terme, protéger la propriété lorsqu'elle garantit l'autonomie et la limiter lorsqu'elle devient domination.

Sortir du capitalisme signifie alors déplacer le centre de gravité : d'une société qui s'adapte à la reproduction du capital vers une société qui oblige ses mécanismes économiques à justifier les finalités qu'ils servent.

La conclusion générale peut maintenant revenir à la question qui traversait tout le manifeste : quelle liberté voulons-nous réellement protéger ?

CONCLUSION

La liberté après le capitalisme

La liberté ne se réduit pas au marché

Le capitalisme a souvent réussi à identifier sa propre existence à celle de la liberté. Pouvoir acheter, vendre, posséder, investir, créer une entreprise ou changer d'employeur sont alors présentés comme les formes principales de l'autonomie économique. Ces libertés comptent. Une société qui les abolirait sans alternative crédible ne serait pas plus libre.

Mais elles ne suffisent pas. La liberté ne se mesure pas seulement à ce que nous pouvons choisir lorsque nous avons les moyens de choisir. Elle se mesure aussi à ce que nous pouvons refuser sans perdre les conditions élémentaires de notre existence.

Celui qui peut quitter un emploi sans risquer de perdre son logement possède plus de liberté que celui qui doit accepter n'importe quelle condition. Celui qui peut se soigner sans dépendre de sa rentabilité économique possède plus de liberté. Celui qui participe aux décisions qui organisent son travail possède plus de liberté. Celui qui dispose de temps qui n'est pas entièrement absorbé par la nécessité de gagner sa vie possède plus de liberté.

L'anticapitalisme défendu ici n'oppose donc pas liberté individuelle et organisation collective. Il demande quelles institutions rendent la liberté réelle pour ceux qui disposent aujourd'hui du moins de pouvoir.

Le problème n'était pas seulement l'inégalité

Nous aurions pu écrire un manifeste contre les riches. Cela aurait été plus simple. Mais l'inégalité de richesse n'est qu'une partie du problème.

Le cœur de la critique est ailleurs : lorsque la propriété du capital se transforme en pouvoir durable sur le travail, l'investissement, le logement, les infrastructures ou l'information, l'économie cesse d'être seulement une sphère d'échange. Elle devient une structure politique.

Le capitalisme est alors moins problématique parce que certains possèdent beaucoup que parce que cette possession peut devenir un droit de décider davantage.

C'est pourquoi redistribuer les revenus sans transformer la distribution du pouvoir économique ne suffit pas toujours. Une société peut être moins inégalitaire tout en restant organisée autour d'institutions dans lesquelles les décisions fondamentales appartiennent principalement aux détenteurs du capital.

Nous n'avons pas cherché un système parfait

Aucun chapitre de ce manifeste n'a proposé une mécanique capable d'abolir le conflit, l'égoïsme, l'erreur ou la domination. Une telle promesse serait dangereuse.

Les coopératives peuvent mal fonctionner. Les services publics peuvent devenir bureaucratiques. Les administrations peuvent concentrer du pouvoir. Les marchés peuvent parfois coordonner mieux que les plans. Les petites entreprises peuvent être autoritaires. Les institutions démocratiques peuvent être capturées.

La question n'est donc pas de trouver enfin l'institution parfaite. Elle est de construire un ordre dans lequel aucun mécanisme ne puisse devenir souverain sans contre-pouvoir.

Une société postcapitaliste digne de ce nom devra pouvoir corriger ses propres institutions. Elle devra tolérer l'opposition, expérimenter plusieurs formes de propriété, maintenir des droits individuels solides et reconnaître que la démocratie n'est pas une destination mais une pratique de révision du pouvoir.

Ce qu'il faut conserver

Nous ne voulons pas abolir la possibilité de créer une activité, d'inventer, d'échanger ou de posséder les moyens d'une autonomie personnelle. Nous ne voulons pas remplacer tous les prix par des ordres administratifs ni toutes les entreprises par des ministères.

Nous voulons préserver les capacités utiles : initiative, information décentralisée, expérimentation, pluralité, innovation, possibilité de sortie.

Mais nous voulons les séparer autant que possible de la concentration illimitée du pouvoir économique.

Autrement dit, nous voulons conserver les outils sans leur abandonner la société.

Ce qu'il faut déplacer

Le déplacement décisif concerne la finalité. Dans une société capitaliste, une part centrale de l'activité économique est organisée autour de la reproduction et de l'accroissement du capital. Les entreprises doivent rester solvables, compétitives et rentables pour survivre. Cette contrainte peut être localement rationnelle et collectivement destructrice.

Une société postcapitaliste ne supprimera ni les coûts ni la nécessité d'arbitrer. Elle devra toujours choisir entre des usages concurrents des ressources. Mais elle pourra affirmer plus explicitement que la rentabilité n'est qu'un critère parmi d'autres.

Santé, autonomie, justice, résilience, qualité du travail, temps libre, besoins essentiels, limites écologiques et capacité démocratique peuvent devenir des finalités de premier rang plutôt que des corrections ajoutées après coup.

L'économie ne disparaît pas. Elle est remise à sa place.

La liberté de ne pas être gouverné par le capital

Nous avons appris à protéger le droit de posséder. Nous devons apprendre avec la même force à protéger ceux qui vivent sous les conséquences de la propriété d'autrui.

Nous avons appris à protéger la liberté d'entreprendre. Nous devons protéger aussi la liberté de ne pas dépendre entièrement de l'entrepreneur pour vivre.

Nous avons appris à protéger le contrat. Nous devons regarder les conditions matérielles qui donnent à certains la possibilité de refuser et à d'autres la nécessité d'accepter.

Nous avons appris à partager le pouvoir politique par la citoyenneté. Il reste à partager davantage le pouvoir économique qui organise une partie immense de nos vies.

C'est cela que peut signifier sortir du capitalisme : non pas abolir toute propriété, tout marché ou toute initiative, mais cesser d'accepter que l'accumulation du capital constitue un titre permanent à gouverner le travail, les besoins et l'avenir commun.

Derniers mots

Le capitalisme n'est pas éternel. Il n'est pas non plus un simple accident que l'on pourrait effacer d'un décret. Il est un ensemble d'institutions, de dépendances, de droits et d'habitudes qui ont produit à la fois des capacités extraordinaires et des formes puissantes de domination.

Le dépasser signifie donc faire mieux que le dénoncer. Cela exige de conserver ce qu'il a rendu possible, de corriger ce qu'il a déformé et de transformer les structures qui convertissent la propriété en pouvoir.

Le but n'est pas de construire une société où personne ne posséderait rien. Le but est de construire une société où personne ne pourrait posséder suffisamment du monde pour gouverner les autres par cette seule possession.

Nous ne savons pas encore exactement à quoi ressemblera une telle société. C'est une faiblesse seulement si nous croyons que l'histoire doit être écrite avant d'être vécue.

Nous pouvons en revanche savoir dans quelle direction marcher : vers davantage de capacité réelle à choisir, à refuser, à participer et à vivre sans que l'accumulation des uns devienne la condition de l'existence des autres.

La liberté après le capitalisme ne sera pas la fin du conflit. Elle pourrait simplement commencer lorsque nous cesserons de confondre la liberté du capital avec la liberté humaine.

Notes

- i OCDE, Competition and market dynamism ; FMI, Global Market Power and its Macroeconomic Implications (2018), doi:10.5089/9781484361672.001. Les effets de la concurrence et du pouvoir de marché sur innovation et investissement sont conditionnels et non linéaires.
- ii Jon C. Messenger, Working time and the future of work, OIT, Research Paper no 6 (2018). Le lien historique entre productivité, salaires et baisse du temps de travail n'implique pas une conversion automatique des gains de productivité en temps libre.
- iii Christophe André, Household Debt in OECD Countries: Stylised Facts and Policy Issues, OECD Economics Department Working Papers no 1277 (2016). L'endettement peut accroître la vulnérabilité aux chocs de revenu ou d'emploi.
- iv Jacques Charmes, The Unpaid Care Work and the Labour Market, OIT (2019) ; OIT, The impact of care responsibilities on women's labour force participation (2024). Ces travaux documentent l'ampleur et la répartition du travail de care non rémunéré.
- v OCDE, Negotiating Our Way Up (2019), doi:10.1787/dfd2da34-en. Les formes de voix des travailleurs, de consultation et de codétermination varient fortement ; leurs effets dépendent des droits réels, du contexte et de leur articulation avec le dialogue direct.
- vi GIEC, AR6 WGIII, chap. 5, Demand, services and social aspects of mitigation (2022). Les préférences et comportements interagissent avec normes sociales, infrastructures et architecture matérielle du choix.
- vii OCDE, Dark commercial patterns, OECD Digital Economy Papers no 336 (2022), doi:10.1787/44f5e846-en. Le rapport documente des interfaces capables d'orienter, tromper, contraindre ou manipuler la décision des consommateurs et d'accroître l'attention.
- viii Clark, Frijters et Shields, Relative Income, Happiness, and Utility, Journal of Economic Literature 46(1), 2008 ; De Giorgi, Frederiksen et Pistaferri, Consumption Network Effects, Review of Economic Studies, 2020. La comparaison sociale existe comme mécanisme, mais son ampleur varie selon les contextes.
- ix OCDE, Concentration and business dynamics in product markets (2025), doi:10.1787/d714066e-en ; OCDE, Competition and market dynamism. Numérisation, actifs immatériels, effets de réseau et acquisitions peuvent contribuer à la concentration dans certains marchés.
- x OCDE, Lobbying in the 21st Century: Transparency, Integrity and Access (2021), doi:10.1787/c6d8eff8-en. Le lobbying est une pratique légitime d'influence mais comporte des risques d'influence induite et d'asymétrie d'accès.
- xi Banque mondiale, The Business of the State (2023), doi:10.1596/978-1-4648-1998-8. L'étude de 76 000 entreprises avec participation publique souligne des performances et effets de concurrence hétérogènes selon les secteurs et la gouvernance.
- xii OCDE, Public support to R&D and innovation ; OCDE, Commercialising Public Research (2013). Les universités, laboratoires publics et financements publics contribuent

aux systèmes d'innovation ; l'innovation ne dépend donc pas exclusivement du capital privé.

- xiii** Banque mondiale, World Development Report 1996: From Plan to Market. Cette source traite des anciennes économies centralement planifiées et de leurs problèmes d'information, d'allocation et de restructuration ; elle ne permet pas de généraliser à toute forme de planification.
- xiv** OCDE, 2024 Progress Report on Tax Co-operation for the 21st Century. Dans les économies ouvertes, mobilité du capital et concurrence fiscale peuvent peser sur certains choix nationaux ; les effets dépendent des règles et de la coordination internationale.
- xv** GIEC, AR6 WGIII, chap. 5 (2022). Les trajectoires de demande dépendent conjointement de facteurs sociaux, d'infrastructures, de technologies et de politiques ; les politiques de transition doivent donc articuler contraintes écologiques et conditions matérielles du choix.

À propos de la Noosophie

La Noosophie part d'une distinction simple : le réel ne dépend pas de ce que nous croyons à son sujet. Une idée peut être convaincante et pourtant fausse. Une tradition peut contenir des intuitions utiles et des erreurs. Une théorie scientifique peut être très solide et rester limitée à un domaine particulier. Notre compréhension évolue, alors que ce que nous cherchons à comprendre ne se réduit pas à nos représentations.

Dans le projet noosophique, le mot « Noosophie » désigne la vérité ou la structure du réel indépendamment de la manière dont les êtres humains la comprennent. Nous ne prétendons pas posséder cette vérité dans sa totalité. Les textes, les concepts, les institutions et les personnes qui travaillent sous ce nom n'en proposent que des compréhensions partielles, discutables et révisables.

Le travail noosophique consiste donc à chercher plus sérieusement : distinguer ce que l'on sait de ce que l'on suppose, comparer des explications différentes, examiner leurs contradictions, regarder les faits disponibles, reconnaître les zones d'incertitude et corriger une idée lorsqu'elle résiste mal à l'examen.

Cette recherche ne se limite pas à un domaine. Les sciences peuvent éclairer certaines questions, la philosophie en clarifier les concepts, l'histoire montrer comment elles se sont formées, les arts révéler d'autres dimensions de l'expérience, les traditions spirituelles proposer des interprétations qu'il faut comprendre avant de les évaluer, et les pratiques concrètes montrer ce que deviennent réellement nos idées lorsqu'on essaie de les appliquer.

Relier ces domaines ne signifie pas tout mélanger. La Noosophie ne suppose pas que toutes les opinions se valent ni que chaque tradition possède nécessairement une part de vérité. Deux affirmations incompatibles ne deviennent pas vraies simplement parce qu'on souhaite les réconcilier. Intégrer signifie aussi savoir conserver une différence, une contradiction ou une incertitude lorsqu'on ne peut pas honnêtement les résoudre.

Cette manière de chercher conduit naturellement à dépasser la séparation entre théorie et pratique. Comprendre l'agriculture, par exemple, ne consiste pas seulement à accumuler des connaissances sur les sols, les plantes ou l'économie agricole : il faut aussi regarder ce que produisent réellement différentes façons de cultiver. Comprendre le consumérisme demande d'étudier l'économie et la publicité, mais aussi leurs effets sur les habitudes, les désirs, les ressources et les relations sociales. Comprendre une organisation politique suppose d'examiner ses principes autant que la manière dont le pouvoir y circule concrètement.

Lorsqu'une idée peut être mise à l'épreuve dans la pratique, les conséquences deviennent elles-mêmes une source d'apprentissage. On comprend, on agit au niveau pertinent, on observe ce que le réel renvoie, puis on corrige. Une belle théorie n'est donc pas considérée comme une preuve suffisante de sa valeur.

Le mouvement noosophique rassemble les personnes et les structures qui souhaitent participer consciemment à ce travail de compréhension et de transformation. Il ne demande pas d'adhérer à une liste figée de croyances. Il cherche plutôt à développer des

manières plus rigoureuses de penser, d'apprendre, de débattre, de produire, de transmettre et d'agir lorsque nos connaissances permettent de faire mieux.

C'est pourquoi les ouvrages publiés par les Éditions Noosophie peuvent traiter de sujets très différents : agriculture, écologie, économie, politique, consommation, modes de vie, intelligence artificielle, spiritualités, culture, techniques ou organisation collective. Chaque livre explore un problème particulier, avec ses propres sources et ses propres contraintes, mais participe à une recherche plus générale : mieux comprendre ce qui est réel, relier ce qui peut l'être sans effacer les différences, et accepter de transformer nos idées et nos pratiques lorsque la confrontation au réel l'exige.

La Noosophie elle-même ne doit donc pas être confondue avec un livre, un auteur, une association, un logiciel ou un corpus. Ceux-ci sont des moyens humains et techniques de recherche, de transmission et d'expérimentation. Ils peuvent être corrigés, remplacés ou dépassés.

Un lecteur n'a pas besoin de se dire Noosophe pour lire ou utiliser ces travaux. Il peut les critiquer, les vérifier, en rejeter certaines conclusions et en conserver d'autres. Mais s'il souhaite participer plus directement au mouvement, contribuer à ses recherches, rejoindre une structure ou soutenir la mise à disposition gratuite de ces ouvrages, les moyens de le faire sont indiqués à la fin du livre.

Comment ce livre a été produit

La production de cet ouvrage s'est déroulée par étapes successives plutôt que par génération automatique d'un texte complet. Le sujet, les objectifs et les orientations générales ont d'abord été définis humainement. Noosophe IA a ensuite contribué à explorer le sujet, rechercher et comparer des sources, construire différentes architectures possibles et faire apparaître les arguments, objections et zones d'incertitude.

Le manuscrit a été développé progressivement, chapitre après chapitre. Les propositions produites ont été relues, discutées, corrigées ou rejetées lorsqu'elles ne correspondaient pas au projet, contenaient des affirmations insuffisamment étayées ou simplifiaient excessivement le sujet. Des phases distinctes de recherche documentaire, de rédaction, de critique, de vérification de cohérence et d'assemblage ont été utilisées lorsque cela était nécessaire.

L'intelligence artificielle n'est donc pas considérée ici comme une source d'autorité. Elle intervient comme un outil actif de recherche, de formulation, de comparaison et de mise à l'épreuve. Les propositions qu'elle produit peuvent être erronées et restent révisables.

La version publiée résulte de ce travail itératif, de corrections successives et d'une validation humaine finale. Cette méthode cherche à utiliser les capacités de l'intelligence artificielle sans lui transférer les décisions concernant la finalité de l'ouvrage, les choix de valeur ou la décision de publication.

À propos de Hieronymus Anonymus

Hieronymus Anonymus est l'initiateur humain du projet Noosophie Intégrative. Son travail porte sur la mise en relation de domaines de connaissance et de pratique habituellement séparés, ainsi que sur l'expérimentation de nouvelles formes de collaboration entre humains et intelligence artificielle. Il participe à la conception, à la discussion, à la révision et à la validation des travaux publiés par les Editions Noosophie.

Découvrir, rejoindre et soutenir

Découvrir la Noosophie

Retrouver les ouvrages, textes, recherches et ressources du projet.



<https://www.noosophie.fr/>

Devenir Noosophe

Découvrir comment participer consciemment au mouvement et à ses travaux.



<https://www.noosophie.fr/devenir-noosophe>

Soutenir la Noosophie

Ce livre est mis gratuitement à disposition. Si vous souhaitez permettre aux Éditions Noosophie de continuer à publier gratuitement des ouvrages, soutenir les recherches et développer les activités du mouvement, vous pouvez contribuer par un don du montant de votre choix.



<https://www.noosophie.fr/soutenir>

Droits et contact

Noosophie IA

sous la direction de Hieronymus Anonymus

Éditions Noosophie

Association Noosophie - Roumagne, Lot-et-Garonne, France

© Hieronymus Anonymus

Licence : CC BY-NC-ND 4.0

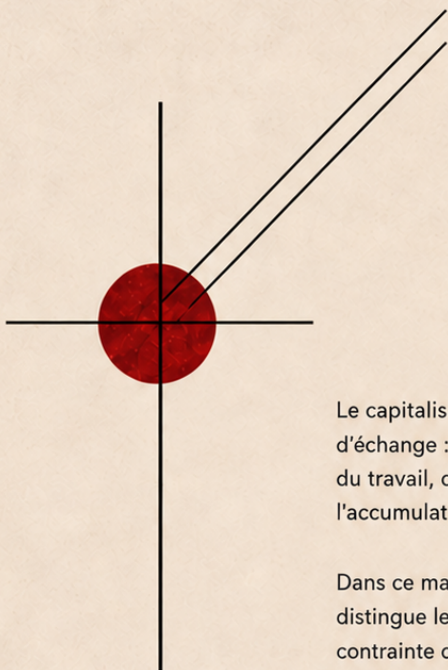
Cette édition est mise à disposition sous licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0). Elle peut être copiée et partagée sous sa forme inchangée, avec attribution, à des fins non commerciales. La diffusion d'une traduction, adaptation, version modifiée ou œuvre dérivée nécessite une autorisation préalable. Pour toute demande : contact@noosophie.fr.

Contact : contact@noosophie.fr

Site : <https://www.noosophie.fr/>

ISBN : non attribué à ce jour

Dépôt légal : septembre 2026



Le capitalisme n'est pas seulement un système d'échange : c'est une organisation du pouvoir, du travail, de la consommation et de l'accumulation.

Dans ce manifeste bref et structuré, ce livre distingue le marché du capitalisme, analyse la contrainte de croissance, le rôle du salariat, la fabrication des besoins, la concentration du pouvoir économique et les limites écologiques, puis explore les formes possibles d'une sortie postcapitaliste.

Sans nostalgie autoritaire ni illusion technocratique, il défend une idée simple : une société libre ne se mesure pas seulement au droit de choisir, mais à la capacité réelle de refuser, de délibérer et de vivre hors de la domination du capital.



Gratuit
édition numérique

Noosophie IA
sous la direction de Hieronymus Anonymus
Éditions Noosophie

Soutenir



noosophie.fr/soutenir